

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VENDREDI 8 OCTOBRE
N° 274 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56 942

DOCUMENT
UNE DÉCLARATION
DES MINEURS
ET
MÉTALLURGISTES
PÉRUVIENS

En page 2

LE 7 OCTOBRE DES MILLIONS DE TRAVAILLEURS EN GREVE ET DANS LA RUE CONTRE LE PLAN BARRE «AUJOURD'HUI DANS LA RUE DEMAIN ÇA CONTINUE»

Des centaines de milliers et des centaines de milliers de travailleurs, un million en tout peut-être ont manifesté hier de dix heures à dix-sept heures sur le parcours des grandes mobilisations des travailleurs de la région parisienne : Nation, Bastille, République, à coup sûr, la plus forte manifestation depuis le 13 mai 1968, qui avait donné le coup d'envoi au mouvement de mai.

Les travailleurs des hôpitaux placés en début du cortège scandaient : «Aujourd'hui dans la rue, demain on continue», mot d'ordre que de très nombreuses délégations reprendront tout au long de cette manifestation exceptionnelle. Derrière eux, les employés des Pompes Funèbres au cri de «Enterrez le plan Barre» suivis des employés de la voierie, surtout immigrés : «Balayez le plan Barre», puis les travailleurs du service des eaux «Noyez le plan Barre», exprimaient sous ces formes diverses le rejet unanime de tous les manifestants du plan d'austérité et de chômage de la bourgeoisie.

La manifestation commençait bien. On attendait logiquement l'arrivée des cortèges des centaines et des centaines d'entreprises de la région parisienne en grève et déjà présentes dès avant dix heures place de la Nation ; mais pendant plus d'une heure, s'étalant démesurément dans le fastidieux cortège de leurs établissements, les enseignants de la Fédération de l'Education Nationale occupaient le terrain ;

suite p.3



MANIFESTATIONS DANS TOUTE LA FRANCE

Lyon	60 000 manifestants
Marseille	75 000
Grenoble	25 000
Roubaix	5 000
Lille	15 000
Bordeaux	35 000
Nantes	10 000
Rennes	15 000
Châlons sur Marne	3 000
Limoges	5 000
Poitiers	3 000
Niort	2 000
Clermont	10 000
Strasbourg	5 000
Toulouse	3 000

LA CIA DECLENCHÉ UN COUP D'ETAT EN THAILANDE

Nouveaux massacres d'étudiants patriotes par les mercenaires de l'impérialisme US.

La «Démocratie» thaïlandaise a cessé d'exister ; le coup d'état militaire qui a balayé dans la nuit de mercredi à jeudi le gouvernement de coalition de Seni Pramot porte au pouvoir le seul parti Chart Thai, (Nation Thai), parti militaire et fasciste, directement soutenu par la CIA, et soutien constant de l'ancien dictateur Thanom, que le vaste mouvement populaire de 1973 avait contraint de s'enfuir. Ce coup d'Etat, que le retour de Prapas, puis de Thanom faisaient entrevoir, est l'œuvre directe de l'impérialisme américain, dirigé à la fois contre le territoire thaïlandais et contre le peuple thaï lui-même.

Suite p. 7

DOCUMENT

PÉROU: LA FIN D'UN MYTHE?

DOCUMENT PUBLIÉ POUR LA PREMIÈRE FOIS
INTÉGRALEMENT EN FRANCE

Le Pérou a souvent été présenté comme une «voie originale» de développement parmi les pays du Tiers Monde. La situation qui prévaut aujourd'hui dans ce pays a une portée qui dépasse largement ses frontières.

Nous publierons très prochainement une enquête approfondie sur l'évolution de ce pays. Aujourd'hui, nous publions un document récent encore non paru intégralement en Europe, de la Fédération des mineurs et de la métallurgie du centre du Pérou.

Lorsque le 3 octobre 1968, le général Velasco Alvarado prit le pouvoir au Pérou, beaucoup crurent voir dans le nouveau régime, l'ébauche d'une tentative de transformation «nationale» de l'économie péruvienne. Cette tentative, pleine d'ambiguïtés dès le début, a montré ses limites.

Au début de l'été dernier, le gouvernement de Morales Bermudez finissait par céder aux exigences du Fonds Monétaire International, organisme manipulé entièrement par l'impérialisme américain, et accentuait la répression contre les masses populaires. En face de lui, il trouvait un des secteurs les plus combattifs et le mieux organisé du pays : les mineurs. Aujourd'hui, nous venons d'apprendre que les mineurs seront traduits devant des juridictions militaires.

- Les intérêts de la grande bourgeoisie, des propriétaires terriens, de l'impérialisme Yankee.

* La crise de caractère structural que connaît notre pays a pour cause sa dépendance à l'égard de l'impérialisme yankee.

C'est sur nos épaules, déjà fatiguées par tant d'exploitation, de misère et de faim, que le gouvernement veut faire re-

poser ses solutions à cette crise. Et l'on dit aux travailleurs : «Retrouvez vos manches», «Consommez moins», «Serrez-vous la ceinture». C'est ainsi qu'il promulgue des lois qui frappent durement les masses populaires, déjà misérables.

Mais nous demandons : pourquoi ne sont-ce pas les hauts fonctionnaires et la bureaucratie civilo-militaire qui sont invités à s'adapter à la nouvelle situation : produire davantage et consommer moins ? Car, en fait, ce sont eux qui consomment le plus, et ils sont totalement improductifs.

* D'autre part, à travers les décrets-lois 21201, 21202, 21394 et 21427, le gouvernement annule les discussions des conventions collectives. Ce droit a pourtant été gagné par la classe ouvrière à la suite de longues luttes, de sang versé et de privations. De plus, vient d'être promulgué le décret-loi 21531 qui reporte à dans six mois toute nouvelle discussion sur les salaires et accorde une augmentation en fonction d'une échelle des salaires tout-à-fait discriminatoire : celui qui gagne le moins est le moins augmenté et c'est celui qui touche déjà le plus qui recevra le plus.

A tout ceci il faut ajouter la hausse constante du coût de la vie. Les masses populaires ne peuvent plus acquérir les produits de première nécessité, destinés en particulier aux enfants.

Les déplacements auxquels nous sommes obligés du fait de l'éloignement des centres miniers des lieux d'approvisionnement, font que nous sommes touchés plus que

quiconque par la hausse du prix de l'essence et des transports.

Tout ceci nous montre clairement que le gouvernement actuel représente les intérêts de la grande bourgeoisie, des propriétaires terriens et de l'impérialisme yankee.

- Appel à la grève générale illimitée.

* Face à cette situation, notre Fédération Régionale, en liaison avec la Fédération Départementale des Travailleurs de la Mine et de la Métallurgie et la Fédération des Travailleurs de Centromin-Pérou, et à la suite de la décision du X^e congrès ratifiée par de nombreuses assemblées de base, a décidé d'appeler à une grève générale illimitée à partir du 16 août.

Nos revendications sont les suivantes :
- Augmentation de 100% des salaires
- Maintien des négociations collectives et abrogation des décrets mentionnés ci-dessus.

- Respect du droit de grève et protection de l'emploi.

- Réintégration de tous les travailleurs licenciés.

- Non paiement de la dette agraire (1).

- Juste rétribution des produits agricoles des paysans pauvres et moyens.

- Pour l'eau, l'électricité, le logement et contre l'organisation corporatiste des bidonvilles.

- Pour la baisse du prix de l'essence et des articles de première nécessité.

- Pour la libération de tous les prisonniers et le rapatriement des exilés.

Pour toutes ces raisons nous avons appelé à la grève. Mais avant que celle-ci ne soit déclenchée, le gouvernement a ordonné l'arrestation des principaux dirigeants ainsi que celle des avocats des syndicats.

- La répression contre les militants ouvriers.

Victor Diaz Arcellos, secrétaire d'organisation de la Fédération de Centromin-Pérou ; Camilo Valqui Cachi, avocat de la Fédération ; les dirigeants dont les noms suivent du syndicat de la Métallurgie de La Oroya : Donato Bernal, Isaias Rosas, Cipriano Togeda, Segundo Huatuco, Ludécino Espinoza, Luis Oropeza, Marcial Lima Aquino, Lorenzo Sarria, Ruben Villar, Miguel Linares, Ricardo, et le portier du syndicat Cordova.

Tous les autres membres du syndicat, qui n'ont pas été arrêtés, sont également recherchés. Le local du syndicat et le domicile de ces dirigeants ont été militairement investis. Le secrétaire général du Syndicat et le secrétaire général de la Fédération des Travailleurs de Centromin-Pérou, qui signent ce texte, sont également poursuivis.

Les dirigeants et délégués de Morococha dont les noms suivent ont été également détenus : Jai-

me Garcia Acuna, Teodoro Hauripayta, Ricaldo Cordova, Juan Palpa, Marcelo Malma Ararillo, Maximo Obispo, Antonio Rivera, Domingo Miguel et Pascal Huaranga.

D'autres camarades, dont nous n'avons pas les noms, ont été également arrêtés, ainsi que des professeurs de Cerro de Pasco.

Tous ces camarades ont été incarcérés dans les locaux de la police politique. Ils sont au secret, dans des conditions d'hygiène lamentable. C'est pour cela que nous avons entrepris une lutte pour leur libération que nous mènerons jusqu'au bout.

Dans cette perspective, nous sommes en train d'organiser un Comité de Lutte pour la Liberté et la Défense des Militants Syndicaux et Populaires, qui rassemble les épouses de tous les prisonniers, leurs parents, des délégués de la base où s'est exercée la répression, des délégués de la Fédération de Centromin-Pérou, des délégués de la Fédération Régionale des Travailleurs de la Mine et de la Métallurgie du Centre et du Comité de Coordination et d'Unification Syndicale Classiste (CCUS). Tout en exigeant la liberté de tous les prisonniers à travers des actions concrètes de lutte, nous sollicitons l'appui d'autres organisations syndicales nationales et étrangères. Ce Comité rassemble en outre des bases populaires chez les professeurs et les étudiants.

Syndicalement vôtre.

Pour la Fédération Régionale des Travailleurs de la Mine et de la Métallurgie du Centre.

Cornelio Rivera Trinidad
Secrétaire général
L.E.N. 271 9708

Fidencio Osorio Sanchez
Secrétaire de Défense

* Les sous-titres sont de la rédaction.

LA SITUATION ACTUELLE

Au cours de la dernière semaine de juin le gouvernement péruvien décide de suivre les recommandations du Fonds Monétaire International et prend une série de mesures pour faire face à la dégradation de la situation économique.

- Dévaluation de 44 % (le sol passe de 45 à 65 pour un dollar).

- Augmentation de 100 % du prix de l'essence, ce qui provoque une hausse des prix en chaîne et porte en particulier un coup très dur aux petits paysans qui doivent prendre le bus ou le camion pour se rendre au marché.

- Un décret-loi donne un délai de 90 jours aux entreprises pour «réajuster leurs prix».

- Les salaires subissent une augmentation de 700 à 1500 soles (60 à 150 francs), mais un décret-loi interdit toute nouvelle augmentation jusqu'à juin 1977.

Le premier juillet éclate une grève des conducteurs d'autobus qui protestent contre la hausse du prix de l'essence. Il s'ensuit des manifestations des habitants des bidonvilles, en grande partie spontanées, contre les hausses et contre le gouvernement. Ces évé-

nements ne revêtent cependant pas la gravité de ceux du 5 février 1975. Le gouvernement les réprime. Il en profite pour déclarer l'état d'urgence (qui a été prolongé depuis, jusqu'à la fin de l'année).

- Décrète le couvre-feu (tous jours en vigueur) de 22 heures à 5 heures du matin.

- Interdit toutes les revues politiques.

- Exile le leader syndicaliste Hugo Blanco, sous prétexte qu'il a participé aux désordres, alors qu'il se trouvait en réalité à Cuzo.

Le 8 juillet le général Bobbio Centurion, chef de l'école militaire de Chorrillo entrain en rébellion, soutenu en sous-main par la Marine. Il s'agit d'une tendance de l'armée plus favorable à l'impérialisme US et décidée à stopper les nationalisations du régime.

La rébellion était réduite par la négociation (le gouvernement allant jusqu'à nier son existence et accusant les partis politiques) ; mais la semaine suivante le cabinet était remanié. Le premier ministre et ministre de la guerre, le général Jorge Fernandez Maldonado, leader du secteur «progressiste» démissionnait et devait égale-

ment abandonner son poste de commandant en chef de l'armée. Deux autres ministres «progressistes» étaient également remplacés : La Flor Valle aux affaires étrangères et Gallegos Venero à l'agriculture.

Le nouveau ministre le général Guillermo Arbulu Galliani est au contraire lié à l'Apra (2), à la marine et son cousin est le général fasciste Javier Tantalean Vanini, ex ministre des pêches et aujourd'hui incarcéré pour malversations.

Le nouveau cabinet prend aussitôt une série de mesures significatives :

- Vente des embarcations de pêche de la société nationalisée Pesca-Pérou à des moyennes et petites entreprises privées.

- Libération des investissements étrangers dans la recherche pétrolière.

- Suspension du droit de grève. Suspension étendue aux paysans le 2 septembre.

- Permission donnée aux entreprises de renvoyer des ouvriers.

Les arrestations (dont le chiffre atteindrait 800 personnes) se sont depuis multipliées. Gustavo Espinoza, ex secrétaire de la CGT, Carlos

Urrutia Boloña directeur de la revue Marka (aujourd'hui libéré) etc. Toutes les nuits on signale des victimes, tuées par l'armée durant le couvre-feu, dans le but de mettre en condition la population.

Le 18 juillet, à la suite d'une manifestation, se produit un massacre d'étudiants à Huancayo : au moins 8 morts et des dizaines de blessés.

C'est alors que les syndicats des mineurs du centre, sous la pression de leurs bases, décident une grève générale pour le 16 août. Ils ont l'appui des syndicats rassemblés dans le CCUSC (coordination des syndicats d'extrême gauche).

Mais, le 10 août commencent les arrestations. Parallèlement le gouvernement accorde aux mineurs une augmentation de 70 soles par jour avec effet rétroactif au 1^{er} juillet, (alors qu'un décret stipule qu'en aucun cas les augmentations de salaire ne pourront dépasser 50 soles.). La grève n'aura pas lieu. Les arrestations ont momentanément désorganisé les syndicats mais le mécontentement est grand.

1- (Interdit toutes les revues politiques), dont Diga, Marka, Equisa, Unibad, Momento, La Palabra, El Periodista, El Tiempo, etc... Les douze principaux journaux de Lima ont été également saisis et leurs imprimeries perquisitionnées. Des journalistes

ont été arrêtés ou poursuivis.

2- L'APRA est une organisation populiste de droite. Dans les années 1930, elle se fit l'écho de certaines positions nationalistes. Aujourd'hui, elle appuie ce qu'il y a de plus réactionnaire au Pérou.

LUTTES OUVRIÈRES

LE 7 OCTOBRE DES MILLIONS DE TRAVAILLEURS EN GREVE ET DANS LA RUE CONTRE LE PLAN BARRE

«AUJOURD'HUI DANS LA RUE DEMAIN ÇA CONTINUE»

60 000 manifestants, des débrayages très importants ont eu lieu dans les entreprises de la région : à la CEM, à Berliet (plus de 90 %), aux PTT (plus de 80 %), une participation beaucoup plus nombreuse qu'aux dernières grosses manifestations. La manifestation était ouverte par le secteur public, les PTT, un gros cortège de cheminots, des communaux, la santé, des enseignants.

ST ETIENNE

Les travailleurs sont venus massivement exprimer leur colère face au plan Barre. La grève a été largement suivie, la participation à la manifestation a été beaucoup plus forte que d'habitude, dix fois plus disaient les travailleurs.

On remarquait plus particulièrement la combativité des cortèges PTT, appelant à une lutte d'ensemble, du textile contre les licenciements, des paysans regroupés autour de la banderole du CNJA. Alors que le PCF avait pour unique souci de faire signer des cartes de pétition, d'empêcher que la combativité puisse s'exprimer : seul notre Parti, en intervenant notamment par tracts dans la manifestation, a montré la voie de la lutte.

ROUEN

La grève a été quasiment générale sur tout Rouen, plus un bus, presque aucune usine ne tournait. A la manifestation regroupant 10 000 travailleurs (2/3 d'ouvriers) a montré sa combativité contre le plan Barre malgré le quadrillage de l'appareil de la CGT, avec talkies walkies et voiture sono imposant le mot d'ordre «Union, Action, Programme commun». Une grosse délégation des chantiers de Normandie, de nombreux travailleurs de la CFEM qui tourne à 32 heures et où sont prévus 200 licenciements et où devait se tenir une négociation l'après-midi.

Des travailleurs de Francia en grève et à qui certains dans la CGT avaient indiqué que ce n'était pas la peine de venir nombreux à la manif et qui de ce fait n'avaient envoyé qu'une délégation.

Beaucoup de travailleurs de petites boîtes sous la banderole métallurgie CGT-CFDT qui d'habitude ne se déplaçaient pas aux manifestations.

Plusieurs centaines d'ouvriers de Renault Cléon CGT-CFDT reprenaient des slogans contre le plan Barre suivis de «seule la lutte paye»,

Dans le cortège CFDT-PTT et santé dominaient des mots d'ordre de lutte : «Luttons tous ensemble c'est possible et c'est le moment, une seule solution la poursuite de l'action», manifestant la volonté des travailleurs de ne pas attendre 78. Suivait le secteur privé avec principalement la chimie, le textile avec les différentes usines de Rhône-Poulenc, manifestant leur refus des licen-

GRENOBLE

Très grosse manifestation : plus de 20 000. C'est une des plus grosses manifestations qu'il y ait eu à Grenoble. En ce qui concerne les débrayages, ils ont été extrêmement suivis : à Hewlett-Packard, boîte où la répression patronale est très dure où les syndicats sont presque obligés d'être clandestins et où ce matin seule une quarantaine de personnes sont entrées.

La délégation Sescosem était très nombreuse. Le cortège le plus important était celui des fonctionnaires : PTT, hôpitaux communaux, enseignants du SGEN. Des cortèges très combattifs. Les gars reprenaient les mots d'ordre tels : «On n'attendra pas 78», sur l'unité populaire... Ces mots d'ordre ont même été repris par le haut parleur de l'JD CFDT.

«une seule solution, la révolution». Les postiers, les éducateurs multiplient les mots d'ordre contre le plan Barre et pour les augmentations uniformes.

Une délégation groupusculaire de la 22^e section du livre, 10 personnes, prétendait représenter les travailleurs du livre et en particulier les travailleurs d'IMRO qui ne purent participer à la manifestation à cause des pressions du PCF dans la FFTL. En effet, un communiqué était paru la veille dans Paris-Normandie désavouant par avance toute collecte faite par des travailleurs de l'IMRO, en plus de la campagne de ragots contre les travailleurs de l'IMRO et les exclus de la CGT disant qu'ils étaient partis avec la caisse, un tract pour les dénoncer avait même été préparé au cas où ils auraient participé, enfin le SO révisionniste était particulièrement vigilant autour de ceux qui prétendaient représenter la 22^e section du livre FFTL.

Cette manifestation est une des plus importantes depuis 1968, mais la seule perspective donnée par les directions syndicales en fin de manifestation a été de se mobiliser pour le 23.

ciements, le bâtiment où les travailleurs lancaient comme mot d'ordre : «L'action c'est le moment», les métaux CFDT avec plus d'une cinquantaine de travailleurs de Teppaz qui viennent de reprendre la lutte : ils travaillaient le jour et ils occupent la nuit pour empêcher la sortie du matériel. Le cortège des métaux CFDT était très offensif, reprenant les mots d'ordre de lutte.

A noter le développement des contradictions en particulier dans la CGT, entre les travailleurs qui veulent lutter tout de suite, et les directions syndicales qui ne mettent en avant comme perspectives que le programme commun. A la place des Terraux, au lieu de dispersion, une voiture sono reprenait les mots d'ordre les plus offensifs de la manifestation : «Ce n'est qu'un début, continuons le combat ; contre le plan Barre, contre le chômage offensive ouvrière ; une seule solution développer nos luttes, continuer l'action ; attendre 78 non, c'est tout de suite et maintenant qu'il faut lutter.» Ces mots d'ordre étaient repris massivement par les cortèges qui passaient malgré les manœuvres des révisionnistes qui faisaient tout pour empêcher un regroupement des secteurs les plus combattifs.

Une question qui revient souvent c'est «comment continuer le 7, comment développer l'action ?». Dans certains secteurs, la poursuite de la lutte est envisagée comme aux PTT : c'est possible qu'ils continuent la grève. Des réunions ont lieu cet après-midi pour débattre de ces problèmes : métaux CFDT et UL CFDT du 7^e, PTT ; les travailleurs ressentent tous la nécessité de se réunir pour discuter et préparer un mouvement d'ensemble.

ORLEANS

Il y avait beaucoup de monde à la manifestation, ce 7 octobre. Et ceci surtout par la mobilisation importante de certains secteurs : les hospitaliers, les postiers, la sécurité sociale, les chèque postaux... Du côté des usines, il y avait les travailleurs d'Orléans qui fêtaient l'anniversaire de la lutte victorieuse de 75, ceux de St-Gobain, de Rivierre Cazalis... Les cheminots avaient débrayé à 90%. C'est avec peu d'intensité que furent scandés «Union Action Programme Commun» ou «Union, Action, Autogestion». Par contre tout le monde reprenait : «Giscard Barre y'en a marre, Giscard à la porte».

SUITE DE LA P. 1

Hormis le cortège du SGEN-CFDT et des maîtres auxiliaires au chômage, la mobilisation ne semblait pas à l'ordre du jour, suivis de quelques centaines d'étudiants de l'UNEF-Renouveau qui ne trouvaient rien de mieux que de collecter auprès des travailleurs l'argent qu'un caprice de la secrétaire d'Etat aux universités leur a provisoirement refusé et que leurs maigres effectifs ne peuvent leur procurer, et des lycéens de l'UNCAL-J«C», aux mots d'ordre bien éteints face à ceux de la coordination des élèves révolutionnaires ; chacun sentait bien que l'on perdait un peu son temps ; les travailleurs du Livre dénonçaient la vague de licenciements qui frappe la profession ; parmi eux, les travailleurs du Parisien Libéré en lutte depuis dix-neuf mois montraient une combativité intacte qu'attestaient les dizaines de milliers d'exemplaires du torchon d'Amaury, déchirés dans les caniveaux.

Des dizaines d'entreprises, Chauffour, Lang, Hélio-Cachan, Néogravure, et bien d'autres témoignaient de l'ampleur des atteintes apportées par la bourgeoisie à toute une profession.

Suivaient les employés du PMU aux cris de «Giscard-Barre c'est des tocards» ; le secteur très lucide et très combatif des Assurances qui lancaient : «Giscard, c'est foutu, les parasites sont dans la rue» et les employés de banque, venus en nombre.

Avec les travailleurs de la construction bois CFDT commençait le plus gros du cortège ouvrier tant attendu : «Contre le plan Barre de chômage et de misère, offensive ouvrière», de nombreuses sections CGT clament sans excessive conviction le rituel slogan : «Union, action, programme commun», que les travailleurs de Renault transformeront souvent en «Union, action, pour nos revendications», car si la dominante cégétiste s'affirmait dans cette manifestation de manière très nette, l'heure n'était vraiment pas au ressassement des vieilles formules. D'ailleurs, une floraison de drapeaux rouges dans les rangs même de sections CGT d'entreprise attestaient de la combativité des ouvriers parisiens. Les métallurgistes de la Seine St Denis, surtout les cégétistes lancaient «Union, action, révolution», les très nombreuses délégations des diverses usines du trust Thomson marquaient toute leur combativité ainsi à la CSF de Bagnoux : «N'attendons pas les élections, c'est dès maintenant qu'il faut lutter» !

Après l'interminable succession des communaux des différentes municipalités de

la banlieue parisienne, souvent accompagnés des élus du P«C»F en écharpe tricolore qui lancaient les slogans bien connus.

Avec la RATP, les transports routiers, aériens reprenaient les cortèges d'entreprises où les délégations des PTT et des cheminots particulièrement combattives scandaient : «N'attendons pas 78, frappons plus fort qu'en 68» et même un millier de postiers : «Les élections c'est du bidon, nous voulons la révolution». Ainsi s'achevait cette manifestation grosse des luttes à venir. Car le plus significatif des mots d'ordre était bien : «AUJOURD'HUI DANS LA RUE, DEMAIN ON CONTINUE».

N.B. : Côté personnalités politiques, on notait la pré-

sence de Marchais un peu inquiet de la tournure des événements, qui occupait seul le terrain du fait de l'absence remarquée d'un Mitterrand de plus en plus ministrable représenté par deux de ses adjoints, dont un Rocard un peu mal à l'aise puisqu'il était l'auteur d'un slogan fort peu retenu dans cette manifestation : «Je souhaite que M. Barre réussisse». Tout ce beau monde en début de cortège. A la fin, Krivine et Laguiller fermaient la marche derrière le service d'ordre de la CGT à la tête d'un peu plus de deux mille de jeunes trotskystes séparés ainsi du million de manifestants.

A noter aussi les détachements assez applaudis de Force Ouvrière et de fonctionnaires de la police.



TOULON

15 000 à 20 000 travailleurs ont participé à la manifestation contre le plan Barre hier. Comme prévu, divers cortèges se sont rejoints à Toulon, venant de différents endroits, tels les travailleurs des Chantiers Navals de la Seyne, tels ceux qui s'étaient rassemblés à La Garde. Etaient présents les travailleurs de Sud-Acier, de l' Arsenal de Toulon, des Chantiers Navals, les travailleurs des hôpitaux... De nombreux mots d'ordre

étaient scandés dans le cortège, affirmant la volonté de lutte. «Sud Acier vaincra, Sud Acier solidarité». Les travailleurs de Sud Acier portaient un cerceau noir et arboraient une banderole «avec la CGT, Sud Acier ne sera pas victime des fossoyeurs au pouvoir».

En passant devant la préfecture, les travailleurs de Sud Acier se sont arrêtés un long moment exigeant que le préfet sorte.

LUTTES OUVRIÈRES ET PAYSANNES

GIROSTEEL (LE BOURGET)

NON À LA RÉDUCTION DE NOS SALAIRES

Girosteel, petite usine de laminage à froid, située le long de la voie ferrée, dans la zone industrielle du Bourget, est à nouveau en grève totale depuis le 24 septembre. Tout le monde conserve à la mémoire de la longue grève qui avait eu lieu dans cette usine, en 1972, grève d'où les travailleurs étaient sortis renforcés, en particulier du point de vue de leur unité autour de leur section syndicale CFDT. Aujourd'hui, les travailleurs, pour la plupart immigrés sont à nouveau en lutte (170 sur un total de 200 personnes) sur la question des salaires.

En effet, depuis un an et demi, le patron a réduit les horaires de 45 H à 40 H ; parallèlement, il a tenté de procéder à des licenciements. Si les travailleurs ont su s'opposer à ces derniers ils ont du tout de même perdu une heure trente de salaire par semaine du fait de ces réductions d'horaire. C'est le paiement de cette heure trente de salaire que les ouvriers réclament.

Où en est on ? Après quinze jours de lutte, la direction ne veut toujours pas entendre parler de négociations. Mais la détermination est forte.

Alors, elle tente de changer de tactique et emploie depuis peu la provocation.

Ainsi, il y a quelques jours, les travailleurs ont du exercer toute leur vigilance pour éviter qu'un camion ne démenage le métal entreposé dans l'usine, en attendant d'être travaillé. De la même manière ils ont du remettre à sa place l'huissier envoyé par la direction, venu constater que «Les travailleurs s'opposent à la sortie des matières premières».

L'unité, la volonté de se battre jusqu'à la satisfac-

tion des revendications est grande : c'est chaque jour que plusieurs dizaines de travailleurs se relaient aux portes de l'entreprise, profitant de l'occasion pour engager des discussions, mieux connaître leurs camarades de travail.

Les travailleurs, comme le dit un tract de popularisation, refusent de supporter «les frais d'une crise voulue par la société capitaliste».

La question qui se pose aujourd'hui, alors qu'une troisième semaine de grève va s'engager est bien comment améliorer le rapport de force sur le terrain pour acculer le patron à la défaite. Un certain nombre de contacts ont été pris par le biais de l'union des métaux CFDT avec les travailleurs de Bendix, Beghin.

Une chose est enfin à signaler : c'est la discrétion du PCF. Celui-ci, ici, habituellement prêt à utiliser les luttes des travailleurs pour se faire de la publicité (élus locaux, articles...) ne s'est pas manifesté. Peut-être a-t-il peur que les travailleurs de Girosteel ne lui demande des comptes au sujet du «soutien» qu'il avait apporté au cours de la dernière grève, conseillant aux ouvriers en grève de reprendre le travail ? Grève jusqu'à la victoire !

Sur les chantiers de la centrale nucléaire de Dampierre

RACISME PROVOCATION ET EXPULSION

Depuis huit jours, la majorité des ouvriers de la principale entreprise du chantier sont en grève, avec piquets et occupation des lieux. La plupart sont des travailleurs immigrés exploités suivant le schéma habituel propre à la société libérale avancée : horaires élastiques, salaires de misère, isolement savamment entretenu, entassement dans les baraques. Les ouvriers en lutte réclament 20 % de hausse de leur salaire, le treizième mois, une réduction du coût des loyers, la création d'un terrain de sports.

La grève a été lancée à l'initiative du délégué CGT, un travailleur algérien. Elle est largement suivie. La semaine dernière, des non-grévistes encadrés par la maîtrise, attaquaient le piquet de grève. La provocation était repoussée mais on relevait cinq blessés dont un par balle et plus de vingt voitures endommagées. Aussitôt, les grévistes se trouvaient qualifiés de «fauteurs de troubles», les calomnies utilisant le terrain habilement préparé depuis quelques semaines, à l'occasion d'une bagarre qui avait opposé un travailleur algérien et

un travailleur français dans un bar. Les campagnes de presse et la radio avaient martelé l'opinion sur l'impossibilité pour les Français de cotoyer des immigrés lorsque ceux-ci dépassent un nombre dit «critique».

Le chantier de la centrale a fait venir plus de quinze cents travailleurs immigrés. «Alors maintenant, pensez donc, ce sont des immigrés grévistes par-dessus le marché», déplore une feuille locale. Un détachement de CRS venant de Melun a été ramené d'urgence en casernement à Gien. Aujourd'hui, le tribunal ordonne l'expulsion du territoire de Alloua, le délégué CGT, en même temps qu'ils requièrent l'intervention des flics pour faire évacuer le chantier.

Il n'y aura qu'une riposte possible à l'agression qui se prépare, c'est l'extension du mouvement à l'ensemble du chantier. Comme cela s'était fait lors d'un débrayage de deux heures des autres entreprises en protestation à l'attaque des piquets par la maîtrise, la semaine dernière.

Correspondant Orléans

ECHEC

AUX PREMIERES EXPULSIONS DE PAYSANS DU LARZAC

Samedi matin, 2 octobre, à 11 H, s'installaient à Cavaillet, deux jeunes agriculteurs : François Giacobbi, berger au Mas Trinquêt depuis deux ans et Christian Roucuayrol. Des paysans ont contribué à cette installation en donnant la jouissance pour une année de trente brebis. Certains paysans de la région étaient associés au

gravure, et administrateur de différentes sociétés.

Mardi, avait lieu la première expulsion de paysans sur le Larzac ! Dans la nuit du lundi 4 au mardi 5 octobre, à deux heures du matin, cinquante gardes mobiles délogent les occupants : une dizaine de personnes. Les gardes mobiles, en tenue de

Les gardes mobiles ont maintenant quitté les lieux. L'exploitation de la ferme continue et une nouvelle bergerie toute proche de trois cents mètres est occupée. Des terres appartenant à Debernier ont été labourées. Le préfet qui joue la carte de la concertation, avait donné son accord. C'est sous ordre du ministre de la Défense



démarrage du troupeau. Un pique-nique réunissait une centaine de personnes, paysans, amis et comités. Les travaux d'installation commençaient aussitôt.

Cette ferme avait été vendue par Debernier, toujours le même, le fameux spéculateur, ex-PDG de Néo-

combat, étaient placés sous la direction du capitaine Bertrand, qui était venu à vingt heures effectuer une visite. Les dix personnes étaient libérées après vérification d'identité, au camp, le mardi vers sept heures et à Cavaillet, les deux nouveaux paysans et leurs amis campent sur les terres de la SAFER, face aux militaires.

Nationale que l'expulsion s'est faite. Pour répondre à cette expulsion, les paysans du Larzac ont participé, hier 7 octobre, à la manifestation organisée par la CGT et la CFDT, comme ils ont participé à la manifestation organisée par les sections d'entreprise d'Audret et Galtier qui protestaient contre les licenciements.

CAISSE DES ÉCOLES D'ANGERS

GRÈVE DES EMPLOYÉS POUR LA GRATUITÉ DES REPAS

Le personnel de la Caisse des écoles de la ville d'Angers est en grève illimitée depuis lundi. La lutte qui concerne les trois cents employés est suivie à 100 %. La Caisse des écoles est un organisme municipal qui comprend des agents assurant le service des cantines sur toute la ville, personnel essentiellement composé de femmes qui travaillent aux

cuisines, aux services de tables et à la surveillance des enfants pendant les repas dans différents établissements.

La direction de la Caisse des écoles a pris la décision de faire payer aux employés le repas de midi 4,50 F alors que jusqu'ici, celui-ci était gratuit ! Cette décision s'inscrit, selon la direction, dans une «réorganisation de

la Caisse des écoles pour le bien de tous» ! Les trois cents employés ne l'entendent pas de cette oreille et il n'est pas question pour eux de faire les frais des soi-disant difficultés de la municipalité : le maire d'Angers préfère dépenser des millions pour recevoir Giscard plutôt que de répondre aux revendications. C'est pour cela qu'une volonté d'aller

jusqu'au bout anime la lutte qui s'est élargie à d'autres revendications :

- paiement des jours fériés,
- prise en compte des augmentations de la Fonction Publique de juillet et octobre 76,
- paiement des heures de grève.

Toutes ces revendications sont significatives de la détermination des employés qui subissent constamment des conditions de travail épouvantables : ainsi, pendant le mois d'août, et ce n'est qu'un exemple, dans un centre aéré, deux femmes devaient assurer le service pour plus de deux cents enfants ! Bien sûr, pour la direction, la devise, c'est «le rendement avant tout».

Le prétexte de «la réorganisation pour le bien-être de tous» ne tient donc pas ! La riposte ne pouvait être qu'immédiate ! Comme le rappelait un délégué CFDT : «Il ne faut pas oublier que les mesures du plan Barre vont encore rogner notre salaire. C'est donc tout de suite qu'il faut lutter et imposer nos revendications». Satisfaction des revendications !

Corr. Angers

ARDOISIÈRES DE TRÉLAZÉ

Les travailleurs en grève contre les licenciements

Depuis onze heures, mercredi, les travailleurs de deux puits, dont celui du Fresnais, aux ardoisières de Trélazé, sont en grève. Spontanément, ils ont décidé d'arrêter le travail à la suite de l'annonce du licenciement de l'un des leurs. Un jeune travailleur avait été embauché avec un contrat à temps de six mois. Le cinquième mois venait de se terminer, la direction le renvoie. Pour les carriers que nous avons

rencontrés à la sortie des puits, le motif du licenciement ne fait aucun doute : c'est la répression anti-syndicale qui continue. En effet, ce travailleur, délégué syndical à l'usine Soretex avait été accusé d'avoir participé à la séquestration du patron de cette usine en septembre 1975 ; avec plusieurs de ses camarades, il avait été licencié. Il y a cinq mois, il avait été embauché par les ardoisières pour travailler au fond.

Et ce licenciement survient au lendemain de la grève générale de quinze jours qui a paralysé récemment les ardoisières. Les choses sont donc claires : le patronat essaie par tous les moyens d'éliminer les travailleurs qui refusent son pouvoir despotique. Face à cette répression, la solidarité des travailleurs des ardoisières imposera le recul du patron.

Mitterrand à Barre

«IL Y A DANS VOTRE PLAN DES INTENTIONS LOUABLES»

Le débat sur la déclaration de politique générale se poursuivait hier au Parlement. Les voix des parlementaires répétant leur numéro traditionnel, étaient couvertes et le débat éclipsé par la journée de grève et les manifestations contre le plan Barre. Les partis de l'union de la gauche avaient envoyé des délégations à la manifestation dont ils voulaient limiter le caractère à un soutien de leurs manœuvres et de leur programme et empêcher qu'elle ne débouche sur une lutte d'ensemble contre le plan Barre. A travers les discours de Mitterrand à l'Assemblée, on a pu voir quelle politique appliquerait la gauche au gouvernement en 78.

Mitterrand qui succédait à Raymond Barre à la tribune de l'Assemblée Nationale a ménagé le premier ministre et s'est directement adressé à Giscard. Après avoir dressé un tableau des échecs successifs de ce dernier dans sa lutte contre l'inflation, il a expliqué pourquoi le plan Barre ne pouvait réussir et a présenté ses solutions et ses offres de service. Quels reproches fait-il au plan Barre ? Ce plan reprend une bonne part du programme du PS, sur ce terrain, et Mitterrand est mal à l'aise pour le dénoncer ; ce qu'il lui reproche donc c'est de ne pas aller assez loin et d'être incapable d'obtenir le consensus :

«Au moment où il vous

faudrait pour réussir toutes les armes politiques et psychologiques dont les plus importantes sont celles qui donneront aux Français le sentiment qu'ils sont égaux et solidaires, vous y renoncez pour ne parler qu'au futur et vous vous en tenez aux techniques traditionnelles donc dépassées». A propos de l'action sur les prix et la baisse de la TVA qui sont présents dans le plan du PS, Mitterrand approuve, mais déplore le manque de fermeté au gouvernement. Il critique l'appel à la solidarité de toutes les catégories de la société, dans les conditions actuelles. Mais il se trahit lorsqu'il dit «les revendications salariales sont parfois inflationnis-

tes». Pour lui, comme pour les sociaux-démocrates au pouvoir en RFA et en Grande-Bretagne, la pression sur les salaires est justifiée. Mais cela nécessite des «réformes de structures» dont le rôle est de gagner le consensus en donnant aux travailleurs l'impression que les inégalités sont réduites, et d'autre part des restructurations industrielles. Sur ce point, Mitterrand reproche à Barre d'en rester aux intentions. «Il y a dans votre plan des intentions louables, mais jamais vous ne dépassez le stade des intentions. Nous n'attendions certes pas de vous que vous appliquiez le programme commun de la gauche». Le programme commun de la gauche n'en restera pas aux intentions, il appliquera jusqu'au bout ce qui est esquissé dans le plan Barre ! Et Mitterrand terminait son discours en appelant au rassemblement sous la direction de la gauche unie, avec pour perspective 78. On comprend pourquoi la presse patronale du lendemain faisait bon accueil aux propositions de Mitterrand !

LES MENACES DU PATRONAT ET DU GOUVERNEMENT

A la veille de la journée du 7 octobre, les déclarations menaçantes du gouvernement, du patronat et de leurs valets se sont multipliées, montrant leur inquiétude face à la riposte des travailleurs.

Chotard, vice président du CNPF, qui ordinairement ne prend pas publiquement position contre les grèves, même si dans les faits, il prend des mesures contre les

grèves, a attaqué la grève du 7, «mauvais coup contre l'économie» et a demandé aux travailleurs de venir travailler.

Barre à l'Assemblée, en appelait au philosophe grec Platon, pour tenter de justifier sa politique répressive et en particulier contre les jeunes : «... Lorsque finalement les jeunes méprisent les lois parce qu'ils ne reconnaissent plus au-dessus d'eux l'autorité de rien ni de personne, alors c'est en toute beauté et en toute jeunesse le début de la tyrannie».

Haby, sur l'antenne d'Europe 1, attaquait violemment les enseignants qui feraient grève. Et Ligot qui récemment interdisait aux fonctionnaires «une action politique contraire à celle du gouvernement» faisaient circuler dans les administrations des circulaires demandant aux chefs de service de noter le nom des grévistes. Et à l'Assemblée, plusieurs interventions de députés de la coalition présidentielle demandaient que le droit de grève soit interdit dans la Fonction Publique.

POLÉMIQUE DANS LES MILIEUX PATRONAUX SUR L'IMPORTANCE DU SECTEUR NATIONALISÉ

Certains patrons en France voient d'un mauvais œil l'importance prise par le secteur nationalisé en France et le développement de la Régie Renault. Ils y voient une menace pour leurs positions et un risque de «nationalisations en douceur». Le rapport de la commission des finances présenté au Sénat reprend les critiques de cette fraction de la bourgeoisie contre cette autre fraction installée à la tête du secteur nationalisé. Ce rapport accuse la Régie Renault de créer des filiales qui n'ont rien à voir avec l'automobile : filiale en Belgique pour traiter du café Brésilien ! Il lui reproche également le niveau des salaires pratiqué. Le fait que grâce à son niveau élevé de

productivité qui se traduit d'ailleurs par un rythme de travail infernal, la direction de Renault attribue des salaires légèrement supérieurs à la moyenne, crée des difficultés aux patrons dont les entreprises sont moins compétitives. Le PCF a immédiatement pris la défense du secteur nationalisé et dénoncé ce rapport. Les critiques que fait le PCF au secteur nationalisé ce n'est pas d'exploiter les travailleurs aussi féroce que dans le privé mais que sa gestion ne correspond pas toujours au mieux de ses intérêts et que le secteur privé profite de ses largesses. Le secteur nationalisé est une pièce maîtresse dans la stratégie du PCF, l'embryon du capitalisme d'Etat qu'il veut établir.

CORSE : Nouvelle provocation du pouvoir
LES EFFECTIFS DE LA LEGION ETRANGERE SONT DOUBLES A CORTE

Raymond Barre a annoncé, à l'issue d'une entrevue qu'il a eue avec les élus de Haute Corse (qui font partie du «mouvement des radicaux de gauche») que le Groupe d'Instruction de la Légion Étrangère quittera Bastia, le 15 octobre, et sera transféré

simplement les effectifs de la Légion à Corte !

Cette nouvelle manœuvre du pouvoir ne peut que susciter l'indignation en Corse. C'est une véritable provocation à l'encontre du vaste mouvement de protes-

contre les Corses d'une force de répression qui lui est acquise. Son passé où elle s'est distinguée par sa brutalité sanguinaire contre les peuples du monde en atteste à l'évidence.

Cette décision est le

à désertier contre de vieux endurcis de la Légion. C'est finalement cette position qui a été adoptée par le gouvernement, ce qui ne manquera pas de soulever des protestations. Quant au PCF, qui aujourd'hui fait mine de se porter à la tête du mouvement pour le départ et la dissolution de la Légion, il est nécessaire de rappeler sa parfaite entente électorale

avec ces mêmes «MRG» qui ont négocié avec Barre. Le communiqué du PCF est du reste troublant de silence sur ce point. Il est significatif de l'attitude hypocrite et révélatrice des révisionnistes qui ne veulent pas perdre toute influence dans l'île. Il reste aujourd'hui au peuple corse à répondre à ces nouvelles provocations du pouvoir.

Communiqué

COMITÉ ANTI-RÉPRESSION DE PARIS

Les événements dramatiques qui viennent de coûter la vie à deux de nos compatriotes, mettent en évidence le grave problème que pose la présence de la Légion dans notre île. Cette arme, spécialisée depuis toujours dans la répression coloniale, est une menace constante pour tous les Corses. A tout moment elle peut être utilisée pour aggraver la répression déjà très dure qui s'abat sur notre peuple et qui fait qu'à ce jour de nombreux patriotes corses sont en prison.

Le Comité Anti-Répression de Paris vous appelle à une grande réunion d'information, de mobilisation et d'unité pour organiser une lutte massive et déterminée contre la répression, le :

VENDREDI 8 OCTOBRE 1976,
À 20 H 30, 44 Rue de Rennes - Paris 6^{ème} -
Métro : Saint Germain des Prés.

Listes des patriotes corses emprisonnés : Simeoni, Cacciari, Lorenzoni, Guy Rossi, Paul Rossi, Valentini, Armani, Facchi, Giorgi, Dominique Alfonsi, Pantaloni, Buresi, Ange Maris Renucci, Cipriani, Capretti, Morazzani, Cortinchi, Antone Murati, Astolfi.

«Journée de réflexion des policiers»
LA REVENDICATION DES MERCENAIRES

Le 6 octobre, le syndicat national autonome des policiers en civil et la fédération autonome des syndicats de police ont appelé leurs adhérents à une journée de réflexion. Ont-ils réfléchi aux «bavures», aux ratonnades, aux passages à tabac, aux meurtres de jeunes commis par les flics ? Pas du tout, les flics ont consacré leur «réflexion» à «l'examen des insuffisances qui préjudicient à l'efficacité de leur propre service» : manque d'effectifs et de moyens, conditions de travail et traitement insuffisant. Les policiers réclament notamment «la parité intégrale de traitement avec la gendarmerie».

Mais dans ces revendications et ces manifestations (des policiers ont participé à la manifestation du 7), il n'est pas question de remettre en cause le rôle répressif de la police. Il ne s'agit que d'un mouvement de mercenaires demandant une augmentation de leurs soldes, mais qui seront prêts dès qu'on leur demandera de matraquer les grévistes.

● Le ministère de la défense a décidé du rapatriement en France de dix mille des soixante-cinq mille soldats stationnés en Allemagne dans le cadre de la réorganisation de l'armée de terre.



sur le continent. Le Groupe d'Instruction sera remplacé par deux compagnies d'infanterie classique de la Légion, c'est-à-dire quatre cents hommes environ.

Cette décision du premier ministre revient dans les faits à doubler purement et

tation qui a demandé le départ de la Légion étrangère de Corse. Pourtant, cette décision inadmissible ne constitue pas vraiment une surprise. Elle est le fruit de la volonté de l'impérialisme français de maintenir des effectifs nombreux en Méditerranée et de disposer

résultat de tractations entre le pouvoir et «les clans», c'est-à-dire en l'occurrence le «mouvement des radicaux de gauche» corse dont la position, depuis l'assassinat des deux bergers n'a jamais été claire. Elle revenait à demander l'échange de jeunes légionnaires plus enclins

INFORMATIONS GÉNÉRALES

INTERNÉ PENDANT ONZE ANS EN PSYCHIATRIE POUR CONFUSION DE NOM !

La première Chambre civile du tribunal de Toulouse juge une affaire qui peut paraître bien curieuse, celle de Mr Marc Blanc Lapière un professeur de mathématiques de 52 ans qui porte plainte pour internement arbitraire, dû à une homonymie.

Le 17 octobre 1962, M. Blanc Lapière est interné à l'hôpital psychiatrique de Toulouse pour «schizophrénie». A l'hôpital Marchand, le professeur Lapière est «remarqué pour son intelligence». Le directeur de l'hôpital l'associe même à des travaux de psychothérapie. Puis le Dr Odette Grandmontagne remplace le Dr Perret. Un bulletin mensuel, «L'Élan» est créé, dans lequel Mr Blanc Lapière écrit régulièrement. Une «université» est mise sur pied pour le personnel et ses malades. Mr Blanc Lapière est nommé «recteur». Cette «méthode psychothérapique» fait l'objet d'une communication au Congrès International de Psychiatrie à San Francisco. Le 25 octobre 1963, M. Lapière est transféré au centre de pneumo-phtisiologie à l'hôpital Purpan à Toulouse pour soigner une tuberculose pulmonaire. Au moment de son transfert, son dossier psychiatrique mentionnait que son «état mental» était jugé «stabilisé» !

A Purpan, M. Lapière rassemble un volumineux dossier démontrant qu'il a été «victime d'un internement frauduleux volontairement entretenu par l'administration hospitalière». A sa sortie de l'hôpital Purpan, le professeur Lapière se marie, mais le 16 mai 72, il est jeté en prison, à la maison d'arrêt Saint Michel de Toulouse, victime d'une plainte pour «menaces de mort et lettres injurieuses» déposées par la directrice de l'hôpital psychiatrique ! Pendant trois mois, il subit des expertises.

Le tribunal de Bordeaux prononce la relaxe pour manque de preuves. La direction a-t-elle voulu neutraliser son ancien malade, se sentant près d'être démasquée ? Devant le tribunal de Toulouse, M. Blanc-Lapière a ouvert ce dossier révoltant et explosif. Il aurait été interné par erreur en 1952 à la place d'un certain M. Blanc, interné pour «schizophrénie» et qui avait réussi à s'enfuir de l'hôpital psychiatrique un peu avant. La première feuille d'admission de M. Blanc-Lapière dont une photocopie a été produite par l'avocat ne porte que le patronyme du malade sans aucune précision de l'état civil !

M. Blanc-Lapière exige un million de francs de dommages et intérêts pour internement arbitraire.

Au-delà de ce que la justice bourgeoise voudra présenter comme une erreur, l'affaire Blanc-Lapière, avec tout ce qu'elle comporte de révoltant et d'écœurant, pose le problème de l'internement arbitraire régi par une loi ultra-réactionnaire remontant à 1838 !

De même que dans l'affaire Peguin, ce nouveau scandale montre quelle utilisation peut être faite de la psychiatrie.

Une fois affublé de telle ou telle étiquette de maladie, l'interné peut être emprisonné arbitrairement dans un asile, être l'objet de véritables machinations psychiatriques et policières. Aujourd'hui, la bourgeoisie en crise développe son appareil répressif contre les masses ; d'un côté, c'est le discours sur la sécurité, le terrorisme, la délinquance, de l'autre ce sont les flagrants délits et la psychiatisation à outrance. Halte aux atteintes aux libertés démocratiques ! Abrogation de la loi de 1838 !

P. PUJOL

Le 9 octobre à 14 h 30
44 rue de Rennes. Paris 6^e
Métro St Germain des Prés (face à l'église),
le Groupe Information Asiles tiendra un meeting :
PSYCHIATRIE - RÉPRESSION

Pour informer des luttes qu'il organise contre les internements, ainsi qu'à l'intérieur des hôpitaux psychiatriques.

D'ex-internés attaquent la psychiatrie en justice (Paul Péguin, Eric Burmann, Jean Blériot, etc).

Le G.I.A fera également une information sur le contrôle de la population, assuré et développé par la psychiatrie ainsi que sur son rôle grandissant à l'école, à l'usine, au bureau et dans les quartiers.

Travailleurs, étudiants, ex-internés ou non, luttons contre la réduction des libertés démocratiques que permet la psychiatrie.

Pour tous contacts :
G.I.A. «Psychiatisés en Lutte»
B.P. 60 75 721 Paris Cedex 15

LES PARENTS DU LYCÉE CORNEILLE DÉNONCENT LE «NOUVEAU PAILLERON»

Le procès des enfants incendiés du Lycée Pailleron a été renvoyé au 2 mars 77 par le tribunal. Cette décision répond à la demande des parents des victimes qui refusaient que les enfants

faire passer les enfants pour les responsables de l'incendie.

Un nouveau dossier de lycée dangereux vient d'être ouvert. C'est celui du CES

réglementaires, aucune ventilation, rideaux combustibles, absence quasi totale de sécurité. Jusqu'aux issues de secours qui étaient verrouillées lors de la première visite de contrôle des pompiers !

L'assemblage métallique est réalisé au moyen de vis. Cet ensemble de faits laisse prévoir qu'en cas d'incendie l'effondrement du lycée pourrait s'effectuer en quelques minutes ! A l'heure actuelle le troisième étage n'est pas utilisé, mais les 20 classes du premier et du deuxième étage sont encore occupées. Les revendications des parents se heurtent au refus des autorités de faire des transformations profondes, les seules efficaces mais en même temps les plus chères. Quant à la direction du lycée, Mlle Guerrier, elle semble être inconsciente des dangers «le danger principal est l'échauffement des esprits générateurs d'incidents» déclare-t-elle dans une lettre adressée aux parents...



soient jugés les premiers, alors que les véritables responsables, ceux qui avaient prévu, conçu et autorisé une telle construction ne seront jugés que bien plus tard, ce qui revenait à

lycée Corneille à la Celle Saint Cloud. Depuis le 4 juin 75 les parents d'élèves dénoncent la construction dangereuse de l'établissement. Pas de cloisons coupe feu, installations de gaz non

TROIS APPELÉS TUÉS AU COURS DES GRANDES MANŒUVRES «PROVENCE 76»

Trois appelés viennent à nouveau de connaître la mort lors de grandes manœuvres. Au cours des grandes manœuvres «Provence 76» qui ont lieu dans les Bouches du Rhône et le Vaucluse, trois jeunes appelés du 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes ont trouvé une mort affreuse

noyés dans un étang dans la nuit du lundi 4 au mardi 5 octobre. Cet étang était d'ordinaire asséché, mais les violents orages l'avaient remis en eau. Entre 1 h et 1 h 30, 850 parachutistes étaient largués au dessus des aérodromes de Salon Eyguières et du Vallon dans les Bouches du Rhône.

Les appelés, chargés d'un lourd équipement et de vivres pour trois jours ont été largués au-dessus de l'étang ; trop chargés et non entraînés au saut dans l'eau, ils se sont noyés sans que personne ne puisse leur rendre secours. Pour toute explication, le général Longeret a déclaré : «Nous n'avons pas les moyens d'entraîner les paras du contingent à sauter dans l'eau. Seuls les professionnels (légionnaires et cadres) peuvent occasionnellement s'exercer dans cette discipline où la moindre erreur peut déboucher sur une catastrophe. «Provence 76» continuera tout de même, ses programmes militaires et «public» ne seront pas modifiés». Une bavure en somme !

Les manœuvres «Provence 76» sont destinées, selon le commandement militaire, à répéter le scénario d'une intervention «dans un pays ami pour le débarrasser de l'agression d'un voisin devenu embarrassant». Ces manœuvres rentrent dans le cadre des «accords» de l'impérialisme français avec certains pays d'Afrique ; elles constituent une menace pour les peuples du monde. La mort des trois appelés vient s'ajouter à la longue liste «des pertes au cours de manœuvres». Elle allonge le sinistre bilan des assassinats de l'impérialisme français.



ENQUÊTE A LA PONIATOWSKI

Il y a quelques jours à Rennes, la police arrêtait un jeune de 19 ans pour plusieurs vols commis dans des caves. A la suite de cette arrestation, les flics décident une perquisition. Et justement, le jeune est hébergé par M... déjà connu de la police qui l'avait fait déclarer irresponsable et interner six mois en hôpital psychiatrique pour «violences à agent».

prendre ton droit» et tout de suite accusée de recel. On lui passe les menottes et elle restera tout le temps de la mise à sac enchaînée à un flic, avec sa fille de seize mois sur les bras. Au cours de la fouille, le lit où dort son fils de deux ans est si brutalement déplacé que l'interne de l'hôpital constatera ensuite «un œdème en regard de la paupière» et que «l'enfant paraissait agité et recherchait la protection de son père». Malgré les protestations de Mme M..., ils lèvent le gosse et éventrent son matelas, puis montent à l'étage pour tout saccager dans la chambre du jeune délinquant.

Le soir, M. M... retrouvera sa femme réfugiée chez son père et affolée par les menaces des flics : «Si tu n'es pas à cinq heures au commissariat, on se chargera de placer tes gosses à la DASS».

Les seuls éléments sur lesquels s'appuyait la police étaient les aveux du jeune qu'elle lui avait «soufflés», comme celui-ci le reconnut dans une lettre au procureur rédigée après la perquisition : «Les gilles de la police font trop mal».

Passages à tabac, violences contre une femme et ses enfants, mépris de sa propre légalité, voilà encore une fois les dessous révoltants de la croisade pour la sécurité par Giscard-Ponia.

Corr. Rennes

VOILÀ À QUOI PENSAIENT LES MÉDECINS DES HOUILLÈRES !

Le 7 mai dernier les «médecins» des Houillères du Bassin de Lorraine ont organisé au siège de la direction générale des Houillères, à Merlebach même, une journée d'études sur «la prévention de l'alcoolisme chez les mineurs». Cette journée était le fruit d'un intense travail de réflexion, n'en pas douter, compte-tenu du résultat de ces travaux : «Il faut veiller, ont-ils conclu, à installer des distributeurs de boissons fraîches à proximité des postes à hauts risques».

Les préoccupations des médecins des Houillères ne sont ni la sécurité, ni la prévention de la reconnaissance des maladies professionnelles, de la silicose à la bronchite chronique, elles consistent donc à lutter contre l'alcoolisme !

Avec le tabac qui est responsable de la bronchite, les Houillères n'ont, pour ces larbins du capitalisme, plus grand chose à se reprocher !

La galerie Sin Paora accueille la «Mongole Fièvre» qui présente Gérard Gauche et Pierre Dieghi du 5 au 16 octobre à 21 H, 15 rue Etienne-Marcel, Paris 1^{er}.

Thaïlande : LA CIA DECLENCHE UN COUP D'ETAT

Entourée à l'est par le Laos et le Cambodge, toute proche du Vietnam, touchant au sud la Malaisie où se développe depuis de longues années un mouvement de guérillas, la Thaïlande revêt pour les États Unis, une importance stratégique capitale et leur a longtemps servi de base aérienne et de centre d'entraînement dans leurs mauvais coups contre la lutte de libération des trois peuples indochinois. Des milliers de G.I y stationnaient en permanence ; en outre, les USA contrôlaient tout le système de télécommunication et pouvaient de la sorte intercepter tous les messages en provenance du Cambodge ; le gouvernement des 3 dictateurs, Thanom, alors premier ministre, Narong, son fils, et Prapass, ministre de l'intérieur leur prêtait main forte dans ce rôle, et menait en même temps à l'intérieur une politique de répression des luttes populaires qui depuis 1965 se développent dans tous les pays, en s'appuyant sur des lois anti-communistes directement calquées sur celles édictées par Truman aux USA et facilitait la pénétration néocoloniale.

LE MOUVEMENT D'OCTOBRE 73

Or c'est toute cette politique qui a failli être remise en question par le

vaste mouvement de lutte anti-impérialiste et anti-fasciste qui, en 1973, amena la fuite précipitée des trois dictateurs et la venue au pouvoir de Kukrit Pramot, du parti de l'Action.

Sommés par le nouveau gouvernement d'évacuer leurs bases, les Américains durent plier bagages. Mais ils firent trainer les choses en longueur et s'attachèrent à créer dans le pays des facteurs d'instabilité en s'appuyant sur le parti des forces armées ; celles-ci, soutenues par le parti «Kitti Sunkhom», parti bourgeois national féodal, qui rassemble les propriétaires fonciers et les négociants, très liés aux Japonais et aux USA, et par l'important parti des bonzes, impulsa un mouvement, «Navapol» (Nation-Religion-Roi) dont la tâche était de s'introduire partout pour «détruire l'influence communiste», le plus souvent en provoquant les incidents propres à la discréditer. Parallèlement, et toujours grâce aux fonds généreusement prêtés par la CIA, elles organisèrent en forces para-militaires, des groupes fascistes, tels celui des «Buffles sauvages rouges», recrutés principalement parmi les jeunes du technique, qui pilotés directement par le

gouvernement, attaquaient les réunions étudiantes à caractère progressiste, évitant ainsi l'envoi de la police.

C'est dans ces conditions, que la venue au pouvoir de Seni Pramot, membre du Parti «démocrate» (celui de la bourgeoisie nationaliste, mais s'appuyant sur une coalition de droite allant jusqu'au Chart Thai), s'est révélée incapable d'imposer aucune solution en quelque matière que ce soit ; les différentes forces de droite, savamment entretenues en sous-main par les USA, rendaient ingouvernable cette coalition ; le but visé était clair : il s'agissait d'amener le régime à un état de pourrissement tel que le coup de force devienne inévitable ; le retour de Prapass, il y a peu de temps, a servi en quelque sorte de test : devant l'état de la mobilisation, Prapass a dû repartir en exil. Thanom, lui, a pu, quelques mois plus tard seulement, rentrer sous la protection des forces armées, prendre la robe de bonze qui, dans un pays encore très religieux, lui assure quasiment l'impunité, et mener, à la faveur de l'indécision, du premier ministre, les tractations qui ont conduit au coup d'Etat, presque à visage découvert.

LA RÉSISTANCE POPULAIRE

Il n'en demeure pas moins qu'il aura fallu aux forces armées et à leurs sbires un déploiement d'activités inouïes pour parvenir à leurs fins ; en effet, dès le retour de Thanom, des manifestations éclatent, en particulier chez les étudiants, qui donnent un ultimatum au gouvernement fixé dans un premier temps au 4 octobre, puis repoussé de deux jours, pour qu'il expulse l'ancien dictateur, devant l'inaction gouvernementale, et les échanges qui se multiplient entre Thanom et le palais royal, les étudiants entrent en grève ; ils occupent le campus de l'université de Bangkok ; les examens sont suspendus dans plusieurs éta-

blissements ; de leur côté, les groupes d'extrême-droite menacent. Ils s'opposent au départ de Thanom ; les manœuvres se multiplient dans le but de blanchir l'ancien dictateur : Samak demande qu'une enquête soit ouverte sur sa responsabilité dans les massacres d'étudiants de 73, cela afin de l'innocenter ; mais le mouvement de protestation s'étend aux usines ; la police riposte ; le 24 septembre, deux colleurs d'affiches sont trouvés pendus, après avoir été battus à mort ; le 6 octobre, l'état d'alerte est proclamé à Bangkok ; les groupes d'extrême-droite, les «buffles rouges» cernent l'université de Thammasat ; ils reçoivent l'appui de la police ; ils tirent à travers les grilles, ils pénètrent dans l'université, en arrachent les étudiants qu'ils battent ensui-

te à mort. Plus de 25 morts, plusieurs centaines de blessés, plus d'un millier d'arrestations, sans compter les jeunes gens morts, noyés en voulant traverser la rivière.

Ce n'était que les prémices du coup d'Etat ; les atrocités de la nuit dernière ne le cèdent en rien à celles qui les ont précédées ; mais les fascistes, et à travers eux les USA, assoient leur pouvoir sur une poudrière ; cette nouvelle atteinte portée au droit du peuple ne peut que renforcer sa conscience anti-impérialiste et le rallier aux combattants qui, depuis plus de dix ans, mènent la lutte armée en dépit de la répression policière et militaire et ont déjà libéré une partie du pays.

S.VALLEE

DES CONTRATS POUR LES CAPITALISTES FRANÇAIS

Etroite collaboration entre Giscard et le Chah d'Iran

Giscard achevait hier son voyage en Iran. Voyage d'affaires parce que le Chah débordait de promesses mirobolantes : «La coopération que nous pouvons établir avec la France n'a ni bornes, ni limites». Il affirmait que les contrats négociés représentaient des projets «vraiment grandioses».

Hier matin, se confirmait que certains contrats (centrales nucléaires, équipements d'infrastructures) étaient signés. Restaient les armes : le Chah a affirmé qu'il était

Chah ne veut pas se lier au combat du Tiers Monde ; en faisant de son pays l'instrument de la politique des USA dans la région, le Chah veut imposer une voie d'industrialisation du pays qui en fasse une puissance à l'égal des pays d'Europe, pour réaliser son ambition de faire régner la loi dans toute la région.

Pendant le voyage de Giscard, le Chah a reçu des émissaires égyptiens et séoudiens pour discuter de la situation au Liban

s'opposer vraiment au régime syrien, dont les troupes cherchent à écraser la Résistance Palestinienne.

Le voyage de Giscard en Iran s'il s'achève sur un certain nombre de contrats manifeste surtout un accord politique profond entre le gouvernement français et le bourreau du peuple iranien dans tous les aspects de sa politique.



Pendant ce temps à Téhéran, alors que Giscard et le Chah signent des contrats sur le métro, les centrales nucléaires et les autoroutes, le peuple iranien vit dans des bidonvilles. La terreur du Chah d'Iran veut imposer cette situation au peuple : l'industrialisation du pays se fait contre le peuple iranien.

LES CONTRATS

prêt à acheter des armes françaises, afin de multiplier ses sources d'approvisionnement affirmait-il, mais «cela dépendra de la valeur et de la qualité des offres françaises», a-t-il précisé. Les sous-marins français seront-ils vendus au Chah ?

«Nous n'appartenons pas au Tiers Monde», a affirmé le Chah. L'Iran du

qui a occupé également une partie des conversations entre Giscard et le Chah. Le Chah est en rapport étroit avec les fascistes libanais auxquels il livre des armes. La démarche des émissaires arabes visait à lui faire accepter la réalisation d'un accord entre Libanais. Mais en même temps, le Chah et Giscard, comme les régimes arabes, ne cherchent pas à

40 milliards de francs !
2 centrales nucléaires (+6 dans l'avenir...)
Construction d'une autoroute
Construction d'une voie ferrée
1 centrale électrique
15000 logements
Peugeot fabriquera là-bas 18000 voitures cette année
Livraison de l'Airbus à l'Iran-Air
Équipement téléphonique

RÉUNION POUR L'APPLICATION DES DÉCISIONS DE NAIROBI

La première réunion prévue pour la conférence de Nairobi pour mettre sur pied le programme intégré vient de s'achever à Genève. Réunissant les pays producteurs de cuivre, elle a examiné la question de la création d'un fonds commun de six milliards de dollars pour la stabilisation des cours des matières premières destiné à financer le stockage des matières premières pour éviter les fluctuations. Un groupe d'experts permanent, sous l'autorité du secrétaire général de la CNUCED devra examiner les mesures pratiques qui doivent être prises pour appliquer ce programme dans le domaine du cuivre et suivre de près l'évolution du marché de ce produit.

Ainsi les mesures imposées par les pays du Tiers Monde lors de la CNUCED ne sont pas restées lettres mortes, comme le souhaitent les États Unis. Tandis que les pays du Tiers Monde envisagent les moyens de réaliser leur

«autonomie collective» face aux pays impérialistes, ils imposent des mesures pratiques pour matérialiser les résultats obtenus. La définition de ces mesures et leur application font désormais l'objet

des débats et des affrontements dans les instances internationales : c'est une étape importante dans la lutte des pays en voie de développement contre les pays impérialistes.

ITALIE : APRÈS LA DIOXINE, L'ARSENIC



Les soldats italiens entourent de barbelés la zone de Manfredonia qui a été contaminée à la suite de l'explosion d'une usine d'arsenic.

INTERNATIONAL

Liban

MENACES DU
REGIME SYRIEN
EN DIFFICULTE

Beyrouth est complètement coupé en deux : mêmes les voitures officielles de la Ligue Arabe ont été prises pour cible par les tireurs fascistes. Ce qui a conduit les Mourabitoun chargés de la protection de la zone proche de la ligne de séparation entre Beyrouth Ouest, et Beyrouth Est tenu par les fascistes, à interdire tout passage entre les deux zones. Dans la nuit de mardi à mercredi Kamal Joumblatt a étendu cette interdiction à toute la zone de Beyrouth.

Mardi soir, le Parti Baas a publié un communiqué affirmant que «la ceinture de confrontation autour d'Israël devait comprendre le Liban en plus de la Jordanie», donc que la confédération syro-jordanienne devait s'étendre au Liban et à l'OLP, dont il fallait modifier, dans l'esprit du Baas, la direction. Aujourd'hui, il est clair que la Résistance ne pliera sur aucun ultimatum : la réaffirmation par le Baas de ses objectifs au Liban, signifie la guerre totale, à tous les réfugiés palestiniens et à tout le peuple libanais, c'est-à-dire le massacre pour écraser toute résistance à leurs projets.

Les chars syriens ont stoppé après avoir envahi la montagne. Ils savent, après le rejet de leur ultimatum d'ouvrir la route de Beyrouth, que tout pas en avant leur coûtera désormais énormément en temps, en hommes, en matériel. Les quelques heures pendant lesquelles les forces palestiniennes ont résisté en deux points dans la montagne, pour permettre à la plupart des combattants de se retirer, ont coûté très cher : plus de 25 chars ont été détruits sur l'une des positions sans que les forces palestiniennes soient vraiment entamées. A Aley, les Syriens ont pu mesurer la capacité des forces de la Résistance par la défaite qu'elle a infligé aux fascistes, pourtant armés de blindés, petits frères américains des chars soviétiques de Assad.

Son alliance avec les fascistes libanais le met en position difficile : les druzes libanais étaient massacrés

par les fascistes alors qu'il y a toujours eu des liens étroits entre druzes libanais et Syriens ; une concurrence acharnée a opposé troupes syriennes et fascistes pour l'occupation des villages de la montagne.

Mais parce que la Résistance est ferme, Assad se trouve de plus en plus seul, sans appui. En dehors de Hussein, aucun régime arabe

n'ose se commettre avec lui, même l'Arabie Séoudite a retiré ses troupes de Syrie. Même hypocrites en prenant leurs distances, les régimes arabes contribuent à isoler Assad, à mettre son régime en difficultés, parce que ne bénéficiant pas du soutien ouvert des pays arabes.

Toutes les démarches de la Résistance et du mouvement national libanais, comme la visite à Giscard, sont destinées à accroître cet isolement, à compliquer la situation du régime syrien. C'est l'autre face, le prolongement de la mobilisation, de la volonté de résistance, de la capacité de résistance sans lesquelles Assad n'aurait aucune difficulté.

G. CARRAT

DANS LA BÉKAA, LA RÉSISTANCE

Le couvre feu a été décrété à Baalbek, principale ville de la Bekaa, la grande plaine libanaise, le long de la frontière syrienne occupée par les troupes de Assad depuis le mois de juin. Selon la radio du mouvement national libanais le couvre feu s'étend de 17 h à 5 h du matin, à la suite de nombreuses attaques lancées contre les troupes syriennes par la «Résistance Populaire» au cours desquelles, les syriens reconnaissent avoir eu des pertes relativement importantes en hommes et en matériel.

Les troupes syriennes, comme toutes les troupes d'occupation ont organisé

une rafle et 80 personnes ont été arrêtées et conduites en Syrie pour y être jugées sous l'inculpation «d'utilisation d'explosifs et d'activités portant atteinte à la sécurité des forces syriennes». Leur vie est menacée. Assad a fait pendre trois membres d'un commando en pleine rue, il y a une semaine, pour intimider le peuple syrien, les palestiniens en Syrie et les peuples libanais dans les zones qu'il occupe. Assassinera-t-il demain les 80 résistants libanais ? Rien n'y fera, plus Assad voudra contrôler largement le Liban, plus étendue sera la Résistance populaire.

Pays
Basque

San Sébastian, 5 octobre (jour de l'enterrement de Juan Maria de Araluze, conseiller du royaume, assassiné, lundi avec 4 autres personnes dans un attentat.

Tous les hiérarques du régime sont là, sous bonne garde. L'ampleur des forces de répression suffit pour mesurer l'inquiétude des dirigeants du régime; après la messe, des groupes de policiers en civil, quatre ou cinq groupes d'une trentaine d'individus, tenant d'une main une barre de fer, de l'autre un pistolet, entreprennent un ratissage systématique de la ville : dans les rues, dans les cafés, dans les commerces, les passants sont appréhendés, plaqués au mur mains en l'air et fouillés; les policiers en civil saccagent les devan-

tures, détruisent tout ce qui leur tombe sous la main, entrent dans les maisons et les fouillent systématiquement, et cela sous l'œil tranquille de policiers en uniforme et armés; parfois, des bagarres éclatent; les arrestations se multiplient; beaucoup d'anciens réfugiés politiques, rentrés chez eux après la mort de Franco, beaucoup d'anciens prisonniers qui avaient été libérés, se retrouvent sous les verrous. Vers le soir, on signale plusieurs blessés.

LE QUADRILLAGE
POLICIER

Dès après l'attentat, le pays tout entier a été envahi par des forces de police et aussi par l'armée qui a bloqué la frontière : les unités spé-

Palestine occupée

LES CHARS SIONISTES
PATROUILLENT PARTOUT

Mardi matin dans la ville palestinienne de Hebron, les troupes d'occupation sionistes ont chassé des rues à coups de fusils et de grenade lacrymogènes hommes, femmes et vieillards qui depuis la fin de la semaine dernière ont accru leurs manifestations, attaqué les forces sionistes pour empêcher la judaïsation de la région, qui refusent la destruction de leur identité nationale. Dans toute la Palestine, les chars sionistes patrouillent dans toute la Palestine occupée depuis 1948 et depuis 1967, par crainte des manifestations à l'occasion du 3^{ème} anniversaire de la guerre d'octobre.

A Naplouse, à Rammallah, à Tulkarem, à Jenin s'étend la protestation de Hebron. A Naplouse, les manifestants ont bloqué les forces sionistes en édifiant des barricades et des barrages de feu. Ils ont bloqué les cars par lesquels les palestiniens sont déportés pour travailler. Les sionistes ont blessé des ouvriers en réprimant les manifestations. Ils ont bloqué un car de touristes et leur ont montré par leur protestation

le vrai visage d'Israël, le visage du racisme des troupes venues les réprimer, le visage de la lutte à mort du peuple palestinien contre cet état raciste.

«La lutte d'Israël pour sa sécurité, écrit le journal sioniste aarets s'est transformée en un affrontement entre juifs et musulmans extrémistes». Les sionistes

essaient de camoufler la nature coloniale de leur politique et le caractère national de la lutte des palestiniens en parlant d'extrémisme religieux. Mais l'aveu est de taille : aujourd'hui la guerre est ouverte entre sionistes et peuple palestinien dans tout l'Etat d'Israël, et pour celui-ci la sécurité c'est la répression du peuple palestinien.

PCF : SOUTIEN À ISRAËL

A l'issue d'une rencontre entre le PCF et le parti Israélien, ils ont publié un communiqué dans lequel ils s'adressent à tous ceux qui... sont attachés, au nom du droit de chaque peuple à la libre disposition de soi-même au droit d'Israël à exister dans la paix et la sécurité. La paix pour Israël c'est la mort du peuple palestinien, en Cisjordanie et à Gaza, mais aussi en Galilée et dans tous les territoires de 1948. Les paroles sur l'exigence de la reconnaissance des palestiniens ne sont que des mots destinés à cacher ce soutien essentiel à Israël. A l'heure des soulèvements en Palestine occupée c'est un soutien essentiel aux troupes sionistes que les protestations hypocrites ne peuvent plus cacher, les sionistes eux mêmes reconnaissent que la lutte pour la sécurité c'est la lutte contre les palestiniens.

TERREUR FASCISTE APRÈS
L'ASSASSINAT DU
CONSEILLER DU ROYAUME

ciales anti-guérilla quadrillent la province; en vertu de la loi antiterroriste, qui institue en fait un véritable état d'exception, la police peut, sans mandat, entrer dans les habitations, fouiller les voitures, arrêter n'importe quel passant.

Le pouvoir a en effet bien raison d'être inquiet. Car pour le peuple basque, ce personnage symbolisait l'occupation étrangère. Le conseiller du royaume, qui pour se rendre de chez lui à son bureau, à 200 mètres de là, avait besoin d'une voiture escortée en permanence de trois policiers, était aussi membre du conseil supérieur des phalanges et procureur aux Cortès; aussi, dernière la peur causée par le déchaînement de la ré-

pression, le pays reste calme. Ce calme frappe d'autant plus si l'on se souvient du deuil gigantesque qui avait accueilli, il y a un mois à peine, l'assassinat par la police d'un jeune charpentier de 24 ans, Jésus Maria Zabala à Fontarrabie; pendant une semaine, les maisons étaient restées tendues de draps blancs; une grève générale avait paralysé les usines, mais aussi les commerces, boulangeries, bijouteries. Rien de tel aujourd'hui; le peuple basque sait que la «victime» prêtait sa villa aux groupes d'extrême-droite; en dépit de sa condamnation par les révisionnistes du P«C» et par les réformistes, la population unanime ne condamne pas l'attentat, le plus important depuis celui qui avait coûté la vie à Carrero Blanco.

en bref

● SAHARA : Le roi du Maroc continue de recevoir des ames de l'Iran et de l'Arabie Séoudite pour poursuivre son agression contre la République Arabe Saharaie Démocratique.

● ETATS-UNIS : Les ouvriers de Ford qui étaient en grève depuis trois semaines viennent d'obtenir une hausse de salaires de 3% et treize jours de congés supplémentaires par an. Cet accord servira de modèle dans toute l'automobile américaine.

De leur côté, les 27 000 ouvriers de l'entreprise de «Deere» entreprise de fabrication du matériel agricole, se mettaient en grève pour des augmentations de salaires et la réduction des horaires de travail.

NANTES :
SOUTIEN TOTAL
AUX PEUPLES
PALESTINIEN
ET LIBANAIS

MEETING-DÉBAT
VENDREDI 8 OCTOBRE
À 20 H 30

Maison des Jeunes
des Dervallières
Film, exposition, presse
PCRml
Association Médicale
Franco-Palestinienne

ÉTUDIANTS

LA RENTRÉE À L'UNIVERSITÉ

par Yves Beaumont

LES IUT : CRISE ET PENURIE-2

Quand l'union de la gauche propose des solutions pour la bourgeoisie

La rentrée s'amorce dans les universités, et avec elle, la crise de l'appareil universitaire de la bourgeoisie apparaît à nouveau en pleine lumière. Elle se manifeste aussi bien au niveau des problèmes immédiats (cours de rattrapage et examens différés à la suite de la grève contre la réforme du 2^e cycle, licenciements de personnels, réductions de crédits) qu'au niveau du débat entre les différents partis.

Au delà de leurs différences, qui sont réelles, les déclarations du PCF et du PS ont plusieurs points communs qui sont révélateurs.

Tout d'abord, bien sûr, elles sont révélatrices de la crise politique de la bourgeoisie. Ceux qui sont par profession chargés de penser pour la bourgeoisie pour sauvegarder ses intérêts politiques, sont découragés par l'impossibilité dans laquelle se trouve la bourgeoisie d'avoir la moindre politique suivie, prise qu'elle est dans un réseau de contradictions insolubles.

Mais ensuite, elles se

présentent en fait comme des critiques «de gauche», de façon plus implicite pour Quermonne, de façon explicite pour Casadevall qui dit : «Il est bien évident que ma démission signifie, dans la situation politique actuelle, que j'ai opéré un choix entre majorité et opposition. Cela signifie aussi que je n'accepterai aucun poste de direction, aussi modeste soit-il, qui dépende d'une nomination directe d'un gouvernement de l'actuelle majorité».

Et (au nom de l'économiste américain Galbraith !) il se réclame du PCF.

avec au moins trois situations, les recalés définitifs ceux qui auraient un diplôme de premier cycle menant directement à la «vie active», et enfin les heureux élus, qui auraient le droit de poursuivre des études longues. Cette conception, c'est celle que la bourgeoisie essaie depuis de nombreuses années de mettre en place. Comme cette politique ne semble plus être possible pour la coalition au pouvoir, la bourgeoisie met ses espoirs dans son autre carte : la «gauche».

DES GAGES DONNÉS À LA BOURGEOISIE

Et si elle tourne vers cette «gauche», c'est parce qu'elle a donné des gages. Avec la gestion des universités par certains présidents du PS et parfois des directeurs d'UER du PCF, particulièrement doués pour obtenir la neutralité des syndicats pour faire la politique de la bourgeoisie, spécialistes de la réforme dans la «paix

sociale». Par exemple encore, Quermonne rappelle que «Mme Saunier-Séité a fait remarquer à la télévision que la réforme du deuxième cycle était assez proche de ce qui figurait dans le programme du parti socialiste». Ce programme ne dit-il pas par ailleurs en ce qui concerne le premier cycle : «Large ouverture d'un premier cycle d'orientation débouchant sur la continuation des études supérieures, ou directement sur la vie professionnelle», ce qui est précisément le fond

commun des trois déclarations. Quant à la sélection, les révisionnistes, notamment dans le SNESup multiplient leurs professions de foi dans sa valeur. Ainsi, il s'agit de bien préciser que la bourgeoisie n'a rien à craindre de la «gauche», qui sera un meilleur gestionnaire de ses intérêts que la majorité actuelle. Casadevall conclut : «Un gouvernement de gauche serait accueilli favorablement par la majorité des universitaires». Traduisez : il obtiendrait ce «consensus» que Quermonne estime nécessaire «une stratégie universitaire devrait pouvoir recueillir un consensus, du moins pour l'essentiel», et qui est impossible à l'heure actuelle.

Tout ceci bien sûr sans remettre le moins du monde en cause le contenu de l'enseignement et la façon dont il véhicule l'idéologie. Et en parlant de «liaison nécessaire avec les besoins économiques de la nation», sans remettre non plus en cause le fait qu'il s'agit des besoins d'une économie capitaliste. Et pour cause ! Ce n'est pas la «gauche» qui est décidée à contester le fonctionnement capitaliste de l'économie !



UNE POLITIQUE «COHÉRENTE»

Il y a sans doute là un phénomène qui a tendance à se répandre : les hauts fonctionnaires sentent le vent tourner et prennent ainsi une assurance sur l'avenir. Mais par ailleurs, il y a des raisons profondes, politiques. C'est que pour ces personnages qui sont chargés de penser pour la bourgeoisie dans le long terme, il apparaît clairement que le projet politique de la «gauche»

définit une politique cohérente pour préserver la domination de la bourgeoisie. Tous deux opposent une politique à courte vue, qui va à la catastrophe à moyen terme, à une politique qui voit le long terme et qui peut ainsi réaliser l'adaptation de l'appareil productif français, et donc de son appareil scolaire et universitaire aux conditions nouvelles du capitalisme.

UNE POLITIQUE QUE LES ÉTUDIANTS COMBATTENT

Que l'un se réclame implicitement du PS et l'autre du PCF est secondaire. Le fond est le même : tous deux se tournent vers la «gauche» parce qu'elle apparaît comme la seule force politique capable de mener à bien la politique qu'ils avaient commencé à mettre en place et que le gouvernement actuel n'arrive plus à poursuivre. Cette politique, les étudiants la connaissent bien et l'ont déjà combattue, mais ils la rappellent complaisamment. Main-

tien et développement des IUT... si profitables au patronat, développement des maîtrises de sciences et techniques, genres de super-IUT qui visent aux besoins du patronat. Toutes les formes contre lesquelles les étudiants ont lutté, en montrant qu'elles visaient aux besoins des patrons sont mentionnées comme des points positifs : les DEUG, la réforme du second cycle, pour Quermonne, les maîtrises de sciences et techniques pour Casadevall.

D'ACCORD POUR LA SÉLECTION SOCIALE !

Mais le fond du problème, c'est un consensus commun sur la nécessité de la sélection. Ils rejoignent en cela Duverger, mandarin en droit, proche du PS lui aussi, qui écrivait dans un article du «Monde» : «La sélection par le savoir est nécessaire si

l'on veut supprimer la sélection par la naissance et l'argent. Les universités ne doivent pas assurer seulement une formation, mais également une sélection». En définitive nos trois lurons visent le même but : une sélection à la fin du premier cycle,

INTERNATIONAL

Golda Meir aux «Dossiers de l'écran»

LE LOUP DÉGUISÉ EN GRAND-MÈRE

Une vieille grand-mère à demi allongée dans son fauteuil, et qui répond calmement, en souriant de temps à autre, aux questions qu'on lui pose : quoi de plus rassurant ? Surtout quand cette femme ne fait pas de son ancien poste de premier ministre une conquête féministe ; quand elle plaint les jeunes tombés à la guerre, affirme «qu'il n'y a personne qui ressemble tant à une mère israélienne qu'une mère égyptienne». «Démocrate», surtout elle ne manque pas de le rappeler. C'est l'image que, mardi soir, les dossiers de l'écran ont donné de Golda Meir.

A ce jeu où le questionné ne fait pas véritablement face à une contestation, on lui a donné l'occasion d'affirmer que l'Etat d'Israël «n'est pas un Etat religieux» ou raciste, sans que personne puisse rappeler que pour être citoyen à part entière, il faut être né de mère juive. Racontant

son histoire, elle dépeint le tableau classique des immigrants sionistes arrivant «dans un désert, où il n'y avait même pas d'eau potable» ; quelques secondes plus tard, elle évoquera pourtant «les deux villages arabes» qui encadraient sa colonie : de quelles cultures ils pouvaient vivre, quel sort madame Meir leur a réservé depuis, il n'en sera pas question : il est des dynamitages de maison et des exils forcés qu'on préfère passer sous silence à Tel Aviv. «Terrorisme» : Guy Darbois se fait écho des coups de téléphone admiratifs sur la réussite du raid israélien à Entebbe, en Ouganda. Madame Meir abonde dans ce sens : elle trouve magnifiques les jeunes gens de son armée. Surtout quand, dans le cas précis justement, ils livrent à un acte de piraterie internationale contre un pays africain. «Israël tenu à bout de bras par les USA ? Une

piroquette et on n'en parle plus : restent les milliers de dollars et l'armement demeuré.

Cela dit, l'ancien premier ministre prend soin de conclure l'émission sur des paroles de «paix» : «Israël veut la paix», «Israël est prêt à discuter n'importe quand avec l'Égypte, la Syrie, la Jordanie, le Liban» ; «des concessions territoriales sont possibles», Mme Meir est bien bonne d'envisager la restitution à ces pays arabes d'une partie des territoires qu'Israël leur a pris par la force... sous condition ! Sous condition qu'ils reconnaissent préalablement l'existence de cet état.

Mais direz-vous, quel obstacle ? Il faut bien le nommer, car il parle désormais trop haut pour lui-même : les Palestiniens. Alors, la mère-grand se fait brutale : «Les pays arabes n'ont qu'à les

intégrer». Leurs terres volées, leurs villages détruits, leurs enfants assassinés, leur vie brisée : ils n'ont qu'à s'y faire. Quel dommage pour la démonstration de madame Meir que contre sa volonté, contre celle des Etats Unis, de l'URSS, des bourgeoisies arabes, ils refusent de se résigner, qu'ils aient entrepris de le démontrer le fusil à la main.

Parmi les petites fiches que monsieur Guy Darbois a mises de côté, il serait bien étonnant que n'ait pas figuré une question sur le soulèvement que le peuple palestinien mène depuis un an dans toute sa terre occupée, à la barbe de l'occupant sioniste. Mais alors, derrière le sourire de la vieille dame, seraient apparus la matraque du policier, la botte de la soldatesque, et les fenêtres aveugles de la prison où on ne pourra enfermer un peuple.

le quotidien du peuple 1^{er} ANNIVERSAIRE

CAMPAGNE D'ABONNEMENTS EXCEPTIONNELLS

Menons ensemble cette bataille

Avant les vacances, nous lançons une campagne d'abonnements exceptionnels, pour le premier anniversaire du Quotidien du Peuple.

Déjà, vous avez répondu nombreux à cet appel. En lançant cette campagne, nous avons deux buts : renforcer nos liens avec les lecteurs et amis du «Quotidien du Peuple», et accumuler l'avance financière dont nous avons besoin pour emmagasiner de nouveaux reportages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner les bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied. Car c'est sur les lecteurs que compte le Quotidien du Peuple pour vivre, c'est sur eux aussi qu'il compte pour s'améliorer, s'enrichir de correspondances, se faire connaître.

C'est pourquoi la carte «d'abonné ami» donne aux abonnés la possibilité d'être associé plus facilement au

journal, en même temps qu'elle offre une série d'avantages. Nous avons proposé que le prix de l'abonnement puisse être versé soit intégralement à la commande, soit échelonné sur trois mois, afin que le maximum de travailleurs puissent recevoir chaque jour le Quotidien, s'en servir comme d'une arme. Déjà, de nombreux abonnés ont commencé à payer leur deuxième versement.

Pour que les abonnés reçoivent le journal le jour même, nous avons décidé de sortir, avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition mise en kiosque, une édition spéciale pour les abonnés, tirée plus tôt, et livrée aussitôt à la poste. C'est ce qui est fait désormais depuis le 23 septembre. D'ores et déjà, beaucoup de lecteurs de province éloignée se sont abonnés parce qu'ils avaient le journal

en temps voulu. Il s'agit donc de faire un premier bilan, pour supprimer les dernières insuffisances.

Cette campagne d'abonnements est importante, c'est pourquoi la parution quotidienne de la page telle qu'elle était ne saurait suffire.

Participez activement à cette campagne dans les colonnes du Quotidien afin qu'il rende compte de la mobilisation de tous les lecteurs dans cette bataille. Abonnez vous, continuez à abonner autour de vous, dans votre famille, dans votre atelier ou votre bureau. Mais participez aussi à cette bataille en joignant à votre formulaire d'abonnement un mot expliquant pourquoi vous vous abonnez, pourquoi tel camarade de travail se mobilise aussi pour abonner ses collègues.

parmi vos lettres...

Chers camarades

Ci-joint un chèque de 300 F pour mon réabonnement au Quotidien. Je suis navrée de ne pouvoir faire plus pour le moment, mais vous enverrai dès que possible la même somme en soutien.

A signaler que le journal m'arrive correctement mais quelques jours depuis la nouvelle formule n'ont pas été couverts par l'envoi : 4 ou 5 fois environ depuis 15 jours.

Une amie qui m'avait demandé un abonnement gratuit d'un mois, que je vous ai transmis me signale qu'elle le reçoit un jour sur deux (un journal pour deux pour deux jours donc) : est-ce normal ?

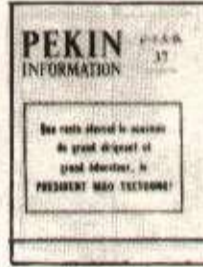
M.C. H Morée

Non, ce retard n'a rien de «normal» ! Il faut que cette camarade nous fasse parvenir avec son nom et son adresse le décompte précis des jours où elle n'a pas reçu son journal pour que nous puissions faire une réclamation.

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

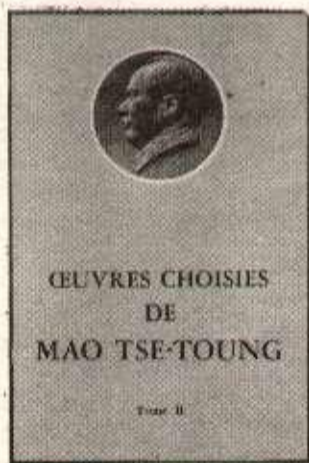
● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction



● Et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES



- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES



- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

● Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple)

REDUCTION

► de 10 % sur plusieurs librairies, dont :

- La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J.Jaurès à Nantes.

«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.

Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.

«Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.

Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.

«Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand

Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.

► de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.

► de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

- Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

«La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e

«Olympic», 10, rue Boyer

«Entrepot», 7, rue Pressensé

«Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

● Réception de la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

Abonnement normal 300 F

Abonnement de soutien 500 F

Abonnement de soutien F

Mode de Versement :

- En une fois

- En trois fois

CAMARADES DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Après un abonnement d'un mois au QdP dans une exploitation viticole du Sud Ouest, je ne peux que vous féliciter pour l'amélioration du système des abonnements. En attendant d'être de retour à Paris j'ai certaines questions à vous poser :

- Vaut-il mieux s'abonner ou acheter le QdP tous les jours dans un même kiosque comme vous le disiez pendant toute cette année, et pour quelles raisons ?

- Pourquoi la campagne d'abonnement n'a pas été l'occasion d'une campagne de discussions sur le QdP ?

J.J.B Paris

Le problème de la diffusion en kiosque ne se pose pas après un an de parution dans les mêmes termes qu'au moment du lancement du journal ! En effet, après un an on peut dire que le Quotidien du Peuple a su s'attacher une «clientèle» de lecteurs fidèles et réguliers.

Toutefois nous savons tous que le pourcentage que nous redistribue Hachette sur le produit de ces ventes ne saurait suffire au financement du journal. Le Quotidien du Peuple ne peut vivre et se développer sans une «souscription» permanente de ses lecteurs.

C'est pourquoi nous demandons aux camarades qui veulent soutenir le journal de s'abonner. Pourquoi ? Parce que cela nous permet d'accumuler une avance indispensable à l'amélioration du journal aujourd'hui.

Tout a fait d'accord pour que la campagne d'abonnements soit l'occasion d'une large discussion des abonnés sur leur journal

Indiquez par une croix dans les cases, vos différents choix
Découper suivant le pointillé et renvoyer au
Quotidien du Peuple
BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

feuilleton

325 000
FRANCSde
Roger VAILLAND

Editions BUCHET-CHASTEL

17^e épisode

Elle n'en raconta pas davantage ce jour-là. Mais Cordélia retourna souvent la voir, au cours des semaines qui suivirent. Je suppose qu'elle était fascinée d'entendre Marie-Jeanne parler des hommes comme le lièvre pourrait parler des chasseurs et des chiens; se tenir sur ses gardes, semblait lui être aussi naturel que le réflexe qui contracte la pupille quand la lumière devient plus vive; elle n'ignorait pas non plus les feintes qui permettent à la bête traquée de conduire le chasseur là où elle veut; mais elle était persuadée que ce sont toujours les femmes (et les lièvres) qui finissent par perdre à ce jeu-là. Elle exprimait tout cela dans des aphorismes qu'elle ne paraissait jamais mettre en doute. L'esclave croit éternelle la triste sagesse que lui ont enseignée des siècles de cohabitation avec le maître.

Cordélia arrivait au début de l'après-midi, avec de gros bonbons fourrés à la liqueur. Marie-Jeanne poussait le bonbon tout entier dans sa bouche. L'écrasait lentement, fermait les yeux, et le maintenait longtemps avec la langue contre le palais, pour exprimer toute la saveur du chocolat mêlé à la liqueur. Puis elle souriait à Cordélia :

« Ce que je suis gourmande ! » disait-elle.

Cordélia s'asseyait et allumait une cigarette. Les deux jeunes femmes commençaient à se raconter leur passé, leur présent et leur avenir. Le soir, Cordélia me répétait les confidences de son amie. Ce fut ainsi que je pus reconstituer tout ce qui se passa au cours de la première visite que Busard fit à Marie-Jeanne, après le Circuit de Bionnas.

Marie-Jeanne autorisait Busard à passer chez elle les soirées du mardi et du jeudi. Il cachait son vélo derrière le massif d'hortensias, entre le baraquement et la route de Saint-Claude. Il entraînait par la porte et, vers minuit et quelquefois vers deux heures ou trois heures du matin, sortait par la fenêtre, qu'il n'y avait qu'à enjamber.

Ils échangeaient des baisers, il lui caressait les seins.

« Et encore? demanda un jour Cordélia.

— Il me serre contre lui, il se presse contre moi.

— Tu ne lui rends jamais ses caresses?

— Il faudrait bien voir cela! » protesta Marie-Jeanne.

Elle rit pour montrer qu'elle n'est pas bégueule. Puis elle rougit, parce qu'elle venait d'imaginer les gestes.

« Sacrée Cordélia! » dit-elle.

Cordélia me fit l'éloge de l'exquise retenue de son amie.

« Tu crois qu'elle ne te cache rien?

— Pourquoi me mentirait-elle? Je ne suis pas un homme. Je ne lui parle pas d'amour pour mon compte. »

Une autre fois, Cordélia demanda à Marie-Jeanne pourquoi elle ne recevait pas Busard plus souvent.

« Et quand donc dormirai-je? » protesta Marie-Jeanne.

Elle piqua l'aiguille dans le linon qu'elle était en train d'ajourer et compta sur ses doigts :

« ... le vendredi je me couche tôt, parce que je sais que le samedi j'irai au cinéma et le dimanche au bal... le lundi, parce que c'est le lendemain du dimanche... le mercredi, parce que Busard est resté tard la veille... tu vois bien qu'il ne peut pas venir plus souvent:

— Tu ne penses qu'à toi, dit Cordélia.

— C'est vrai, dit Marie-Jeanne. Moi aussi...

— Tout comme un homme...

— Je n'y avais pas réfléchi. »

A son arrivée Busard avait droit aux lèvres de Marie-Jeanne. Elle se prêtait au baiser, mais ne le rendait pas.

à suivre

CINÉMA

BARRY LINDON

Un film de Stanley KUBRICK

L'IDÉALISME DERRIÈRE
DES BELLES IMAGES

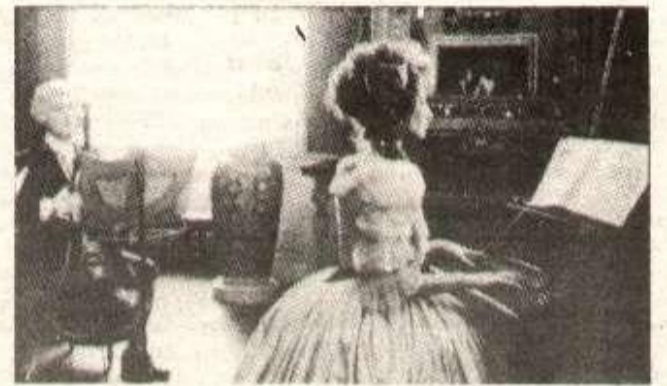
Les critiques ont salué « Barry Lindon » comme « l'événement cinématographique de la rentrée ». Avec Barry Lindon, Stanley Kubrick quitte la science fiction pour l'histoire et dresse un vaste tableau de l'Angleterre de la deuxième moitié du 18^e siècle. Fidèle à ses principes, il reconstitue avec minutie les détails de la vie à cette époque : il ne manque pas un bouton de guêtre à ses armées en campagne, pas un bouton de porte aux châteaux luxueux qui servent plus précisément l'ambiance de l'époque, il puise largement dans l'œuvre des musiciens et des peintres contemporains de son héros. Comble du raffinement, il utilise des procédés techniques inédits, qui lui ont permis de tourner certaines scènes d'intérieur uniquement à la lueur des bougies.

L'ARRIVISME...

L'histoire de son héros, elle même, se veut significative. La personnalité de B. Lindon peut se résumer en un mot : l'arrivisme. Fils d'un avoué irlandais, il est obligé de s'enrôler dans l'armée à la suite d'un duel. Devenu espion au service du roi de Prusse, puis joueur professionnel, il finit par épouser l'héritière d'une des plus grandes fortunes du royaume. Voici Barry au sommet de sa puissance et de sa richesse. La deuxième partie du film nous fait assister à sa lente déchéance. Il perd son fils, qu'il adore ; sa femme l'abandonne peu à peu au profit de la religion, son beau-fils cherche à le chasser. Rendu infirme à la suite d'un duel, Barry finit par revenir en

Irlande, pour reprendre son métier de joueur professionnel. L'intérêt de cette histoire édifiante est de permettre à la caméra de Kubrick de peindre différents aspects de la vie de cette époque : la campagne irlandaise, les

ambitieux, lady Lindon une bécasse bigote, le beau fils de Barry un lâche, etc... Cette conception psychologique et individualiste de l'histoire n'est pas bien neuve et a fait faillite depuis longtemps.



massacres sanglants de la « guerre en dentelles », la vie à la cour, etc... C'est aussi l'occasion de faire un tableau très noir de l'aristocratie anglaise, composée de joueurs, de dégénérés, d'ivrognes, gaspillant leurs fortunes en plaisirs futiles. Face à un tel tableau, Barry Lindon apparaît plus comme une victime de la morgue de ces nobles qu'autre chose.

UNE ACCUMULATION
DE DÉTAILS...

L'accumulation des détails authentiques, la maîtrise de la mise en scène la beauté des paysages ne parviennent pas à cacher la débilite de la conception de l'histoire de l'auteur. La voix du narrateur commentant certains passages du film, tente de nous fournir une explication du comportement des personnages. Tout se résume à une affaire de caractères individuels : Barry est égoïste et

L'Angleterre du milieu du 18^e siècle, ce n'est pas seulement cette noblesse décadente et pourrie, ces arrivistes prêts à tout pour faire fortune, mais aussi et surtout le capitalisme naissant, l'exode des petits paysans chassés de leurs terres, l'apparition du prolétariat industriel, la constitution de la bourgeoisie en classe dominante.

Kubrick passe volontairement sous silence cette intense lutte des classes pour faire passer un contenu idéologique et réactionnaire, en le camouflant derrière de belles images et des procédés esthétiques tape-à-l'œil. A une époque où la lutte de classes dans le monde s'intensifie chaque jour, il remplit son office d'artiste au service de la bourgeoisie en essayant de nous persuader que ce ne sont pas les masses qui font l'histoire.

Jean-Pierre BOULOGNE

Programme télé

VENDREDI 8 OCTOBRE

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Week-end
22 h 20 - Arcana
23 h 20 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Chacun chez soi

20 h 00 - Journal
20 h 30 - La poupée sanglante
21 h 35 - Apostrophes
22 h 40 - Journal
22 h 45 - Héros island

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Vendredi
21 h 30 - Les grandes batailles du passé
22 h 20 - Journal
22 h 35 - Emission alsacienne

D'HELSINKI À LA DOCTRINE SONNENFELDT*

LA DETENTE EN QUESTION

IL Y A UN AN: HELSINKI

LA «DÉTENTE» : PETITE HISTOIRE D'UN GRAND MOT

A la fin des années soixante, la «détente» en Europe avait pour l'URSS une double signification. Il s'agissait, d'une part, de faire reconnaître sa domination sur l'Europe de l'Est par les Etats-Unis et les bourgeoisies d'Europe Occidentale. Une série de traités avec l'Allemagne de l'Ouest, par exemple, remplissent cet office. D'un autre côté, Brejnev espérait miner le front de l'alliance atlantique, en s'appuyant sur les contradictions opposant l'impérialisme US aux impérialismes européens. C'est ce qui se produit avec la sortie de la France de l'OTAN, avec le développement des tendances à une «Europe européenne» au début de 1973 dans les trois principales capitales du Marché Commun : Bonn, Londres, et Paris.

MANOEUVRES EN TOUS SENS

De leur côté, les pays européens de l'ouest commencent à compter sur une certaine politique «d'équilibre» entre les deux super-puissances pour affirmer une plus

péraient en retirer. Ils espéraient aussi, en accord avec les Etats-Unis briser le bloc du pacte de Varsovie, détacher un à un les pays de l'Est de la main-mise soviétique.

L'invasion brutale de la Tchécoslovaquie, en août 1968, au moment où le régime Dubcek se rapprochait de l'Allemagne de l'Ouest, mettra cependant rapidement fin à un tel espoir : désormais, les bourgeoisies occidentales seront plus prudentes dans leur approche des contradictions internes au pacte de Varsovie. D'emblée, le Kremlin s'est mis en position de poursuivre la «détente» en Europe sans avoir à en payer la note.

LE GLAS DE «L'EUROPE EUROPÉENNE»

Les premières années de la décennie 70 ayant vu l'URSS accumuler la puissance militaire, dans des proportions dépassant même celles des USA, qui ne sont pourtant pas en reste, les bourgeoisies européennes, affaiblies par ailleurs par la crise économique et la montée du Tiers-Monde, vont se

Réunie trois ans après qu'elle ait été lancée par les ministres des affaires étrangères des pays participants, la conférence d'Helsinki «sur la sécurité et la coopération en Europe» (CSCE) a consisté, à l'été 1976, dans la signature par 35 chefs d'Etats d'une «déclaration de principes». D'emblée, le caractère creux du texte saute aux yeux : il reprend, pour l'essentiel, une série de généralités déjà inscrites dans la charte des Nations Unies, et que nombre de participants, avec en tête l'URSS et les Etats Unis, n'ont cessé de violer à qui mieux mieux, avant, pendant et après la conférence.

Mieux encore : au terme de la conférence, «les Etats participants... constatent que la présente déclaration n'affecte pas leurs droits et obligations» : autrement dit, le texte de la «déclaration» stipule lui-même qu'il n'a aucune valeur juridique en droit international, et n'oblige à rien ses participants. Si l'on avait pu penser que l'URSS cherchait principalement, à cette

occasion, à faire avaliser sa domination sur l'Europe de l'Est par le principe de «l'inviolabilité des frontières», inscrit dans le texte, il faut noter que les Etats-Unis ont fait introduire la clause : «les frontières peuvent être modifiées, conformément au droit international, par des moyens pacifiques et par voie d'accords» : ce qui réduit à rien la première affirmation.

Aussi, si le Kremlin s'est tant dépensé en vue de faire réussir cette conférence, il y a nécessairement d'autres raisons que les résultats immédiats obtenus au cours des négociations. Un autre passage de la «déclaration finale» en livre la clé : la conférence est considérée par les Etats signataires comme «une contribution majeure pour faire de la détente un processus tout à la fois continu, de plus en plus viable et global, de portée universelle ; la «détente» : voilà le maître-mot de la diplomatie soviétique dont il nous faut percer le sens.

affaiblissement de la «politique des blocs», conduit finalement à son contraire.

Mais que peut donc chercher, dans cette nouvelle situation, la nouvelle bourgeoisie soviétique, en réunissant un an plus tard avec les Etats-Unis la «conférence d'Helsinki» ? Au-delà du resserrement réel de l'emprise américaine sur l'ouest européen, un examen plus approfondi de la situation en donnera une idée.

EUROPE DU SUD : L'INSTABILITÉ

L'Europe d'aujourd'hui a changé : toute l'Europe du Sud se trouve, du fait de la mobilisation des masses contre l'exploitation et l'oppression, dans un état de crise larvée. Le Portugal, dans les deux années qui ont suivi la chute du fascisme, en a donné

l'exemple. La Grèce, qui a connu aussi le renversement de l'ignoble régime des colonels, et qui entre-tient de vives contradictions avec la Turquie, est elle aussi instable. En Espagne, les masses se dressent chaque jour plus, depuis bientôt un an, contre un fascisme moribond. En Italie, la pourriture du pouvoir de la démocratie chrétienne en fait un mort en sursis. En France, les récents événements, l'accueil fait au plan Barre, montrent très clairement l'affaiblissement de notre bourgeoisie, la montée des exigences de la classe ouvrière.

Si la lutte des masses n'est pas, bien au contraire, a priori favorable au social-impérialisme, celui-ci espère utiliser cette lutte et utiliser le poids politique que les partis révisionnistes peuvent a-

voir dans tous ces pays, pour y miner les positions américaines tout en y avançant des pions : l'attention portée à Moscou à l'évolution des partis révisionnistes occidentaux en est une preuve manifeste.

LE DÉCLIN AMÉRICAIN

Il faut compter, par ailleurs, avec l'affaiblissement relatif des Etats-Unis, qui comporte plusieurs aspects : - difficultés générales que peut avoir l'impérialisme US à faire face à la fois à la lutte des peuples et aux menées de son rival pour l'hégémonie, d'abord : cette situation détermine, parmi les milieux impérialistes américains eux-mêmes, une série d'hésitations sur les meilleurs moyens pour maintenir leur sphère de domination. - mais aussi, connaissance

très large par les peuples du monde, et particulièrement en Europe, de la nature agressive des Etats-Unis : les mobilisations pour le Vietnam ne sont pas prêtes de s'effacer de notre mémoire.

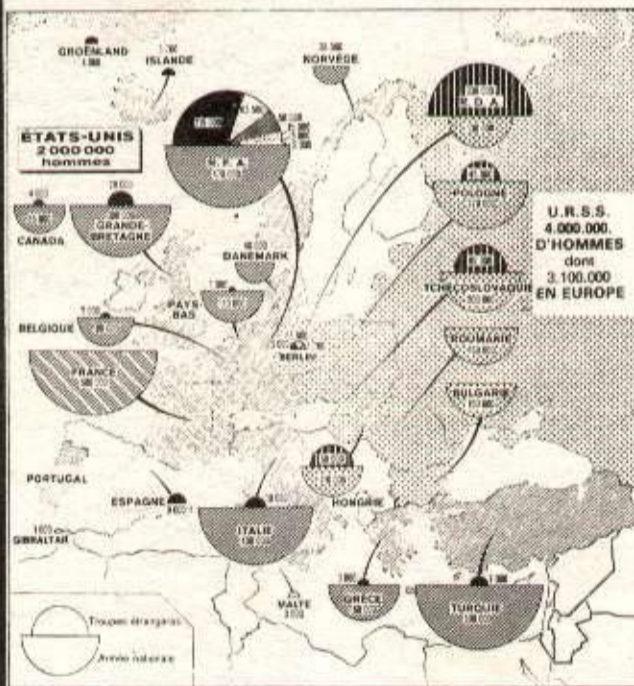
Au moment même où les Etats-Unis aggravent leur main-mise sur l'Europe occidentale, celle-ci semble plus fragile que jamais.

La crise économique, qui a conduit notamment nos bourgeoisies à passer dans bien des occasions par les conditions du dollar-roi, les a en même temps amenées à développer leurs relations économiques avec l'Est, dans l'espoir de soulager leurs difficultés de marchés. Une proportion de plus de 7% des exportations, dans les conditions actuelles, n'est certainement pas négligeable pour un pays comme l'Allemagne de l'Ouest. Or, nous le verrons, c'est essentiellement à la machine de guerre soviétique que profitent ces opérations commerciales.

Autant de bonnes raisons que peut avoir le social-impérialisme soviétique pour entretenir, tout en s'armant jusqu'aux dents, un faux climat de «paix», de «détente» en Europe. L'essentiel des pressions qu'il exerce à l'heure actuelle sur les pays européens ne va-t-il pas, comme Brejnev nous l'a encore montré mardi à la télévision, dans ce sens ?

Jean LERMET

DEMAIN :
«QUELQUES ASPECTS
DE LA «DÉTENTE»
AUJOURD'HUI»



L'ÉTAT DES FORCES EN EUROPE

A noter l'importance des forces des 2 superpuissances, dont la présence est imposée sur le sol d'un grand nombre de pays européens.

grande indépendance à l'égard des Etats-Unis. Ils entreront même en concurrence, comme l'Allemagne et la France au temps du chancelier Brandt, pour les meilleures relations avec l'URSS, et les avantages politiques et économiques qu'ils es-

tourner vers les Etats-Unis. Ceux-ci n'ont pas ménagé les pressions pour les y contraindre : à l'été 74, la signature à Bruxelles de la «nouvelle charte atlantique» consacre cette évolution. Ainsi, la «détente», qui devait prétendument amener à un

BREJNEV À TF 1 :

«L'URSS respecte et applique toutes les dispositions d'Helsinki»

«L'acte final de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe» comprenait notamment une «déclaration sur les principes régissant les relations mutuelles des Etats participants». En voici les neuf premiers points (le dernier est celui qui dénie au texte toute valeur juridique en droit international) :

- «Egalité souveraine, respect des droits à la souveraineté : les Etats participants... respectent le droit de chacun d'entre eux de choisir et développer librement son système politique, social, économique et culturel...». Peu de temps après, l'URSS contraignait l'Allemagne de l'Est à signer un traité lui reconnaissant le droit de venir «défendre le socialisme» chez elle.

- «Non-recours à la menace ou à l'emploi de la force» : le peuple tchécoslovaque a certainement apprécié à sa juste valeur la signature par Brejnev d'un tel principe !

- «Inviolabilité des frontières» : ces derniers mois, la flotte soviétique a prétendu interdire à la Norvège la navigation dans la mer de Barentz, qui baigne les côtes de ce pays. En dix-huit mois, dans l'année 1975 et le premier semestre 1976, plus de deux-cents avions militaires soviétiques ont violé l'espace aérien britannique.

- «Intégrité territoriale des Etats» : c'est certainement au nom de ce principe que l'URSS a participé directement au démantèlement du Pakistan par l'armée indienne, en 1971.

- «Règlement pacifique des différends» : les troupes cubaines et le matériel lourd soviétique en Angola en ont donné un bel exemple.

- «Egalité des droits des peuples et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes» : à quand un référendum pour demander au peuple allemand s'il veut que son pays soit éternellement divisé, comme l'Union Soviétique l'a affirmé dans le traité signé avec Berlin-Est ?

- «Non-intervention dans les affaires intérieures» : sans parler du fonctionnement du bloc de l'Est, qui est une insulte quotidienne à cette affirmation, Moscou ne cesse de multiplier les pressions sur les partis révisionnistes d'Europe occidentale en vue de les soumettre à sa politique.

- «Respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales y compris la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction» : quand on se trouve à la tête des camps et des asiles psychiatriques soviétiques, il faut atteindre le comble du cynisme pour souscrire à une telle phrase.

- «Coopération entre les Etats... chacun d'entre eux apportant sa contribution dans des conditions de pleine égalité» : en pleine égalité, les pays de l'Est apportent leur contribution à l'URSS qui, en pleine égalité, ne leur apporte que le pillage de leurs ressources et l'oppression.

«Respect et application des textes», en la matière, Brejnev est un vrai professeur !

*Sonnenfeldt : conseiller de Kissinger